

CH_VB 90.078 vom 5. März 1991

Bundesverwaltung, 1991-03-05, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_90.078

FR: CH_VB 90.078 du 5 mars 1991

IT: CH_VB 90.078 del 5 marzo 1991

Erwägungen

E. 5

In diesem Zusammenhang noch ein Wort zur Information. Von diversen Seiten, auch von Parlamentariern, wird lautstark bemängelt, der Bundesrat informiere nicht genügend. Diesen pauschalen Vorwurf kann man - glaube ich - nicht aufrechterhalten. Seit dem letzten Herbst stellt man einen breiten Informationsfluss gegenüber uns Parlamentariern, gegenüber den Medien, gegenüber der Öffentlichkeit fest. Die Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten, aber auch andere einschlägige Gremien sind laufend über den Gang der Verhandlungen orientiert worden. Der Bundesrat hat auch spezielle Seminare veranstaltet, z. B. am 24. November letzten Jahres für die Parlamentarier, aber auch ein Seminar für die Presse. Eine andere Frage ist es, ob diese Information in allen Teilen befriedigend ist. Unsere Kommission hat wiederholt angeregt, dass auch pädagogisch und methodisch geschickt gestaltete und sprachlich verständlich redigierte Bulletins, Broschüren und Lehrmittel zur Europafrage verfasst werden sollten. In dieser Hinsicht besteht wohl noch ein Nachholbedarf.

E. 6

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass es gut wäre, zunächst einmal ohne viel Hüft und Hott, auch wenn man für eine andere Option ist, das Ende der EWR-Verhandlungen - was etwa Mitte Jahr der Fall sein soll - abzuwarten; dann ist die Beurteilung vorzunehmen. Und je nachdem sind die weiteren Schritte einzuleiten. Es wäre auch zu wünschen, dass die schweizerische Verhandlungsdelegation, wenn sie sich überhaupt öffentlich vernehmen lässt, mit einer Stimme reden würde und nicht mittels ungenauen Aussagen zu allerlei Kommentaren und Spekulationen Anlass gäbe. Bei allen Unterschiedlichkeiten der Wege sollten die vielen Gemeinsamkeiten in bezug auf die schweizerische Stossrichtung nach Europa nicht vergessen werden. Ich persönlich bin der Meinung, dass es gut wäre, wenn alle jene Kräfte, die europafreundlich eingestellt sind, die die allgemeine Stossrichtung auf eine Annäherung - eine stärkere Annäherung - an Europa befürworten, sich darauf konzentrieren würden, in allernächster Zukunft die Reformen im Innern durchzusetzen; Reformen, welche nötig sind, damit wir europafähiger werden; Reformen, die unabdingbar sind, wenn wir einen Erfolg haben wollen, sei das nun in bezug auf einen EWR-Vertrag oder in bezug auf einen EG-Beitritt. Ich meine, das ist eine der wichtigsten Aufgaben. Die Zeit des nächsten Jahres sollten wir nützen, um allenfalls auf dem Dringlichkeitsweg diese Reformen durchzusetzen. *Ordnungsantrag Rebeaud* Der Bundesrat wird ersucht, zu Beginn der Debatte dem Parlament eine einleitende Information über die kürzlichen Ereignisse, die im Bericht nicht erwähnt sind und die im Zusammenhang mit den Verhandlungen über den EWR stehen, sowie über seine Absichten in diesem Bereich zu geben. *Motion d'ordre Rebeaud* Le Conseil fédéral est prié de s'exprimer en ouverture du débat, pour donner au Parlement une information préliminaire sur les événements récents,

non mentionnés dans le rapport, en relation avec les négociations sur l'EEE, ainsi que sur ses intentions actuelles dans ce domaine.

5. März 1991 N 249 Aussenwirtschaftspolitik 1990 M. Rebeaud: Le discours du président de la Commission des affaires étrangères vient de le démontrer avec éclat: ce qui nous intéresse le plus dans la discussion de ce jour porte sur des événements et sur des développements qui sont à peine mentionnés dans le rapport. Les questions que nous allons poser tout à l'heure au Conseil fédéral, les craintes que nous allons exprimer quant à la manière dont il mène les négociations ou les félicitations que nous allons éventuellement lui adresser portent pratiquement toutes sur des informations qui n'ont pas été mentionnées dans le rapport, mais qui ont été publiées par la presse. Dans cette dernière, on en a vu de toutes les couleurs. On a vu une délégation suisse passer du plus sombre pessimisme à une espèce d'euphorie de façade. On ne sait pas très bien ce qui, dans ces informations, ressort de la politique du Conseil fédéral ou ce qui ressort de l'appréciation des journalistes. D'autre part, certains groupes politiques, notamment ceux des partis gouvernementaux, semblent avoir reçu quelques informations de première main de la part de leurs membres au Conseil fédéral. Ce n'est pas le cas de tous les partis et nous nous trouvons dans un état d'information relativement inégal, ce qui fait que nous risquons de poser tout à l'heure de mauvaises questions au Conseil fédéral. C'est pourquoi je vous propose que le Conseil fédéral nous mette sur pied d'égalité et qu'il prenne le temps qu'il faudra pour nous donner le point de la situation du point de vue du Conseil fédéral, que l'on sache quelle part donner à l'euphorie et au pessimisme. Cela bouscule un peu l'attribution normale de l'ordre de parole, mais je crois que c'est la seule manière d'arriver à éviter des redites et des questions à côté de la plaque. Oehler, Berichterstatter: Ich bitte Sie, diesen Ordnungsantrag abzulehnen. Wenn wir so weitermachen, wird diese Session als «Session der Ordnungsanträge» in die Geschichte eingehen. Ich bin der Meinung, dass wir Parlamentarier nicht das wiederkäuen sollten, was Journalisten schreiben, sondern dass der grössere Teil von uns noch eigene Ideen hat. Dazu kommt, Herr Rebeaud, dass wir ja gute, schlechte, dumme und geschickte Fragen stellen können. Der Bundesrat kann uns nachher sehr gut die Antwort geben. Ich bin der Auffassung, dass uns der Bundesrat, wenn er unsere Anliegen direkt und nicht über Zeitungen und Journalisten vorgelegt bekommt, die Antworten entsprechend geben kann. Die Zeitung werden wir dann morgen lesen, Herr Rebeaud. M. Cavadini, rapporteur: Nous vous proposons de rejeter la motion d'ordre de M. Rebeaud. Les commissions ont été renseignées à ce sujet et tous les groupes parlementaires y étaient représentés. D'autre part, il nous paraît utile que le Parlement puisse maintenant poser ses questions, apporter ses considérations et recevoir ensuite une réponse complète du Conseil fédéral compte tenu des questions du Parlement. Abstimmung - Vote Für den Ordnungsantrag Rebeaud Dagegen 34 Stimmen 64 Stimmen M. Revaclier: Au cours de ses dernières séances, la Commission des affaires étrangères s'est occupée assidûment des négociations sur l'Espace économique européen. Elle s'est aussi penchée sur notre attitude plus générale vis-à-vis de la Communauté et des pays de l'Est. Elle s'est tenue informée des travaux de la CSCE. La commission s'est rendue à Bruxelles en novembre, où elle a noué des contacts fructueux avec d'autres délégations auprès de la Communauté mais aussi avec des représentants de la Commission et du Parlement européens. C'est dire que l'Europe, contrairement à certaines affirmations, est dorénavant au centre des débats de votre commission. L'écroulement du mur de Berlin, suivi de la réunification allemande, demeurera sans aucun doute l'événement majeur de cette fin de siècle. Dans la foulée, la Conférence de Paris sur la CSCE a considérablement modifié l'approche des pays

européens pour un règlement pacifique des conflits. Incontestablement, une nouvelle architecture de l'Europe se dessine, aux pourtours et au contenu certes encore flous. Il appartient à l'ensemble du continent, y compris la Suisse, de participer à cette construction dont nous ne saurions nous exclure par un excès de frilosité ou de repli sur nous-mêmes. De même devons-nous retenir que le dynamisme et la puissance économique dégagés par la Communauté ont joué un grand rôle dans l'effondrement des régimes de l'Est. Ce succès économique agit dès lors comme un aimant sur les autres pays d'Europe fascinés par cette performance. Il faut donc construire une nouvelle Europe. Et comme le relève l'ambassadeur de Tscherner, il serait lourd de conséquences que la Suisse soit absente d'une négociation internationale qui pourrait s'avérer être la plus importante de son histoire après le Traité de Vienne de 1815. Mais comment aborder l'Europe, et quelle Europe en devenir? Confédération ou fédération d'Etats? La question demeure ouverte. En répondant positivement à l'appel du président Delors pour la création d'un Espace économique européen entre la Suisse et les pays de l'AELE, notre pays est en train d'entrer de plain-pied dans un cycle de négociations qualifiées d'historiques. La Commission des affaires étrangères s'est rapidement convaincue que cette approche pragmatique de la Communauté constituait un chemin bien adapté au tempo réfléchi de notre politique étrangère. C'est donc pour cette unique raison que la commission a écarté diverses initiatives parlementaires, soit l'ouverture de négociations en vue de notre adhésion à la Communauté ou l'inscription dans la constitution de notre volonté de participer à la construction de l'Europe, parce que cette volonté existe bel et bien. En effet, la solution de l'isolement, l'«Alleingang», ne peut pas être considérée comme une solution durable et solide, et l'adhésion pure et simple à la Communauté n'est aujourd'hui plus une option exclue par le Conseil fédéral. Notre économie ne supporterait pas la solution de l'isolement. La route vers la réalisation d'un Espace économique européen acceptable, équilibré, comme l'a répété M. Delamuraz, conseiller fédéral, est semée d'embûches. Les négociations sont âpres, rudes, et elles ne sauraient cependant nous décourager à les poursuivre. Nous ne devons pas interrompre cette négociation. La dernière réunion des membres de l'AELE à Genève a démontré la fragilité de cette association. La reprise de l'acquis communautaire, résumé imposant de trente ans d'efforts d'harmonisation et de marche vers l'unité de l'Europe, à six, à dix, à douze, s'avère plus ardue que prévu. C'est normal. Au cours du dernier semestre de 1990, notre pays a assumé avec ténacité et persévérance la présidence de l'AELE. Il a largement démontré sa volonté de parvenir à négocier un bon accord avec la Communauté. Les reproches de coupeurs de cheveux en quatre qui lui ont été adressés pendant cette période de la négociation sont, de l'avis de la Commission des affaires étrangères, infondés. La commission, unanime derrière le Conseil fédéral, tient à relever combien il est maintenant important d'informer correctement l'opinion publique sur le déroulement de ces négociations. Il y a dans ce domaine des lacunes, un manque de coordination évident. Le traité EEE devrait être signé à la fin juin à Salzbourg pas très loin de ce qui fut le rideau de fer. Un symbole; celui aussi de tendre la main aux pays de l'Est, particulièrement la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne. Pour cette raison aussi, réussir l'Espace économique européen est une nécessité qui doit mobiliser toutes les forces vives de ce pays. Enfin, profitons de ce court répit qui nous est accordé pour procéder aux réformes intérieures indispensables afin que notre pays devienne apte à l'«Europafähigkeit». Là aussi, un effort d'imagination et d'information est indispensable. Fischer-Sursee: Die CVP-Fraktion hat davon Kenntnis genommen, dass die EWR-Verhandlungen in einer schwierigen Phase stecken, dies namentlich wegen den EG-Forderungen im Agrarbereich,

wegen den Transitwünschen, wegen der

Politique économique extérieure 1990 250 N 5 mars 1991 Festlegung zu kurzer Uebergangsfristen und der Einschränkung der Mitbestimmung. ' Leider ist die Schweiz dabei in die Rolle des Einzelkämpfers geraten, der sich gegen die Forderungen der EG tapfer wehrt, aber von seinen Mitkämpfern, einem Teil der Efta-Länder, nicht mehr oder nur halbherzig unterstützt wird. Zu Recht hat Bundesrat Delamuraz in Genf die Efta-Partner zu einer härteren Gangart aufgefordert. Solange nicht ein endgültiges Scheitern der EWR-Verhandlungen feststeht, hält die CVP an der Option EWR, zumindest als Uebergangslösung, fest. Für die Schweiz sind dabei entscheidend: der völkerrechtliche Charakter eines EWR-Abkommens und die Schaffung eines EWR-Gerichtshofes, das Mitbestimmungsrecht in den vorberatenden Kommissionen und genügend lange Uebergangsfri- sten und Schutzklauseln für die bekannten Bereiche, insbesondere im freien Personenverkehr, in der Umweltpolitik und Landwirtschaft. Bundesrat und Verhandlungsdelegation sind wegen der bis jetzt ungenügenden und langsamen Verhandlungserfolge ins Schussfeld der Kritik geraten. Wir finden diese Vorwürfe nicht gerechtfertigt. Bundesrat und Verhandlungsdelegation haben nicht falsch gehandelt. Wir müssen es klar sehen: Lange Zeit hat sich unsere Politik - unser Parlament miteingeschlossen - nicht mit genügender Intensität mit dem Thema Europa befasst. Die Sache, um die es geht, ist auch keine Kleinigkeit. Die Verhandlungen sind kein Sonntagsspaziergang. Es geht uns nicht nur an den wirtschaftlichen, sondern vor allem auch an den politischen Lebensnerv. Zudem driften in unserer Demokratie die Meinungen über die Europafrage auseinander. Wir haben daher allen Grund, mit gewisser Behutsamkeit an dieses Geschäft zu gehen. Der Bundesrat ist nicht schlecht beraten, wenn er in der Europapolitik, statt grosse Worte zu machen, auf Qualität achtet und vorsichtig ans Werk geht. Was wir wollen, ist nicht ein EWR-Vertrag um jeden Preis, sondern ein guter EWR-Vertrag. Ein schlechter EWR-Vertrag, bei welchem unsere Hauptanliegen unter den Verhandlungstisch gefallen sind, würde mit ziemlicher Sicherheit die Volksabstimmung nicht überleben. Dann aber würden wir vor einem echten Scherbenhaufen stehen; ein Nein des Volkes würde andere Lösungen noch mehr erschweren. Ich habe gesagt, die CVP hält an der Option EWR-Vertrag - zumindest als Uebergangslösung - fest. Ein guter EWR-Vertrag verhindert einen allfälligen späteren EG-Beitritt nicht, im Gegenteil, er öffnet den Zeitrahmen für den notwendigen Entscheidungsprozess, insbesondere auch bei unserem Stimmvolk. Meines Erachtens ist im grösseren Zeithorizont, auch nach Abschluss des EWR-Vertrages, die Beitrittsoption im Auge zu behalten. Es wäre aber verfrüht, heute schon dieses Ziel direkt anzugehen. Was aber ist zu tun, wenn die EWR-Verhandlungen scheitern? Wir und der Bundesrat sollten jetzt schon eine nüchterne Lagebeurteilung vornehmen und die Möglichkeiten überlegen und vorbereiten. Es stehen u. a. drei Varianten zur Verfügung: Alleingang, Vollbeitritt, sofortige Verbesserung der Europafähigkeit. Der Alleingang, d. h. bilaterale Lösungen, wäre wohl kurzfristig der einzig mögliche Notausgang. Der Verhandlungsweg wäre aber ebenso dornenvoll wie die EWR-Verhandlungen. Da dürfen wir uns keine Illusionen machen. Der Alleingang brächte uns vor allem keine Dauerlösung. Es ist daher nicht ein besonders anzustrebender Weg. Die andere Option ist der sofortige EG-Beitritt. Das wäre nur in einem grösseren Zeitrahmen möglich. Ueber eines müssen wir uns klar sein: Es gibt kaum einen Beitritt mit vielen Vorbehalten, mit vielen Wenn und Aber, wie sie gerade die SP an ihrem Parteitag zu ihrer Beitrittsabsicht angebracht hat. Nicht wir, sondern die EG wird primär die Beitrittskonditionen bestimmen. Ein Beitritt gelänge uns dann zufriedenstellend, wenn wir

zuerst innenpolitisch die Wenn und Aber lösen können, sonst stehen wir bei den Vertragsverhandlungen an den genau gleichen Punkten, vor den genau gleichen Schwierigkeiten wie heute bei den EWR-Verhandlungen. Noch schlimmer: Es wird für uns noch schwieriger werden, liebgewonnene helvetische Sonderheiten auf den Opferaltar der EG zu legen. Eine dritte Möglichkeit, die wir echt haben, ist die sofortige Verbesserung unserer Europafähigkeit. Wir müssen dazu gar keine Ergebnisse von Verhandlungen abwarten. Die Veränderungen in Europa und in der EG laufen ab, ob wir handeln oder nicht. Was uns im Verhältnis zur EG echt Probleme macht, ist nicht nur die EG an sich, sondern sind noch vermehrt unsere eigene Politik, unsere politischen Vorstellungen und unsere Gesetzgebung. Es ist der bekannte Sonderfall Helvetiens. Wir müssen lernen, europafähig zu denken; hier können wir den Hebel jetzt schon ansetzen. Wir können jetzt schon unsere Gesetze europafähig gestalten und dem EG-Recht annähern. Wir haben gehört: Der Bundesrat will sich entsprechende Kompetenzen geben lassen. Für die Anpassung im technischen Bereich dürfte das keine allzu grossen Probleme bieten. Es wird aber ein Problem dort, wo es um die neuralgischen Punkte geht. Hier sind wir als Parlament gefordert. Dann zeigt sich, ob die erklärten Beitrittsabsichten ernstgemeint oder bloss Lippenbekenntnisse sind. Wir sind in diesem Rat aufgerufen, europafähig zu werden. Das wird sich daran zeigen, wo wir in diesem Rat bei der Gesetzgebung konsensfähig sind. Die Entscheidung fällt letztlich nicht am Verhandlungstisch, sondern bei uns selbst. Zbinden Hans: Um gerade bei Herrn Fischer-Sursee anzuknüpfen: Man könnte auch von der Europafähigkeit dieses Parlamentes sprechen. Wenn Sie nämlich dieses Intermezzo vor etwa zehn Minuten genauer betrachtet haben, haben Sie gesehen, wie europafähig wir in diesem Parlament sind. Da geht es um den Aussenwirtschaftsbericht. Jedes Jahr wird dieser Aussenwirtschaftsbericht als Vehikel benützt, um hierauch eine Europadebatte zu führen. Die meisten in diesem Saal wussten wahrscheinlich gar nicht, dass man diese Gelegenheit jetzt benützt, um über den EWR zu diskutieren. Da sprach der Präsident der Kommission für auswärtige Angelegenheiten, dann sprach noch der «Vizepräsident». Das war für mich völlig neu. Gleichzeitig fehlt dort drüben aber der Aussenminister. Das zeigt, wie wir aus einer aktuellen Situation, aus einer Hektik heraus dem Bundesrat einige Rückmeldungen machen. Zum Aussenwirtschaftsbericht: Wir haben uns in der Fraktion aufgeteilt. Es werden noch Kolleginnen und Kollegen zu einzelnen Themen sprechen. Ich spreche primär zur aktuellen Situation des EWR. Die Behandlung des Aussenwirtschaftsberichts ist Geschichtsbewältigung. Wir diskutieren jedes Jahr über das, was geschehen ist. Die Gegenwarts- und die Zukunftsbewältigung hingegen überlässt man im ausenwirtschaftlichen und ausenpolitischen Bereich direkt dem Bundesrat. Er kann uns dann immer am Ende eines Jahres Rechenschaft darüber ablegen, und wir können unsere Kritik anbringen. Wir können momentan in unserer Fraktion die Situation des EWR aus einer guten Ausgangslage beurteilen, weil wir über das vergangene Wochenende mit unserem Manifest Stellung bezogen haben. Wir haben also den Massstab entwickelt, um jetzt die Situation genauer zu betrachten. 1. Es geht darum - das sage ich hart -, Klartext zu sprechen und abzuschminken. Die schweizerische Verhandlungsdelegation befindet sich - und das meine ich wesentlich schärfer als meine Vorredner - in einer misslichen Situation. Die Kluft zwischen den Wunschvorstellungen und den realisierbaren Möglichkeiten wird immer grösser. Die EG bestimmt immer mehr, welche Dossiers geöffnet und welche geschlossen werden, und innerhalb der Efta vertreten die beitragswilligen Länder eine völlig andere Option. Sie sind auch bereit, einen EWR-Vertrag zu akzeptieren, den wir wahrscheinlich nicht unterschreiben werden. 2. Der Bundesrat hat zu lange in

Schönfärberei gemacht. Er war immer wieder in der Lage, eine negative Meldung in eine positive umzumünzen. Lesen Sie heute die Zeitung mit den neuesten Meldungen! Man hat sich nicht einigen können - schon in der Efta nicht-, wie es mit einem Konsultationsverfahren «à 19» aussehen müsste. Im Nachgang des Artikels heisst es aber, der Bundesrat sei sonst recht zufrieden. Wir- ich sage das für die Fraktion, für die Partei und für die Gewerkschaften - haben keine Illusion mehr, dass wir einen EWR-Vertrag zustande bringen, den wir akzeptieren können,

5. März 1991 N 251 Aussenwirtschaftspolitik 1990 vor allem einen, den wir dann vor dem Volk vertreten können. Wenn das Element der Mitsprache nicht darin enthalten ist, ob im konsultativen oder im Entscheidungsbereich, können wir diesen Vertrag doch den Bürgerinnen und Bürgern nicht plausibel zur Unterstützung empfehlen. 3. Dieses Parlament muss sich in der Europafrage endlich emanzipieren. Der Bundesrat führt in diesen ganzen Verhandlungen einen Monolog, und wir haben praktisch keine Möglichkeit, rechtzeitig einzugreifen und rechtzeitig Positionen mitzubestimmen. Ein kleines Indiz: Am Ende der heutigen Traktandenliste ist ein Geschäft aufgeführt, bei dem es darum geht, dass die Aussenwirtschaftspolitik in Zukunft nicht mehr «monologisch» durch den Bundesrat gemacht wird, sondern im Dialog mit dem Parlament. Und was macht dieses Parlament? Es setzt dieses Geschäft in eine Kategorie, in der man gar nicht mehr darüber diskutieren kann. Dieses Parlament kastriert sich also im Prinzip selbst. 4. Etwas Weiteres, bevor ich zu den Folgerungen und zu den konkreten Forderungen an den Bundesrat komme: In dieser ganzen Europadiskussion sind die Beweislasten unterschiedlich verteilt. Diejenigen Gruppierungen und Parteien, die Richtung Europa gehen, müssen beständig ihre Visionen, ihre Zukunftsbilder, ihre Utopien beschreiben. Und die Kreise - da schaue ich in Richtung der SVP-Fraktion -, die den Alleingang bevorzugen, haben bis jetzt noch nie gezeigt, wie die Realutopie des Alleingangs aussieht. Wer skizziert diesen Alleingang? Was hat er für Konsequenzen? Ich komme zu den Forderungen gegenüber dem Bundesrat in dieser Situation: Wir fordern zunächst: Bevor der Bundesrat zum Verhandlungsergebnis offiziell Stellung nimmt, kommt er in dieses Parlament, konsultiert dieses Parlament und klärt ab, welche Gruppierungen bereit sind, diesen EWR-Vertrag im Volk zu unterstützen. Wenn zweitens der EWR-Vertrag allenfalls scheitert und das Resultat nicht akzeptabel ist, muss der Bundesrat bereit sein und die Option wählen, allenfalls durch eine eigene Initiative in der Efta einen kollektiven Beitritt einzuleiten. Noch etwas zu den Parteien: Ich persönlich finde es schade, dass es die meisten Parteien bis jetzt nicht geschafft haben, eine Position zu beziehen. Wenn sie nämlich eine Position bezogen hätten, würde sich eine bestimmte Dynamik erkennen lassen. Im Moment warten die meisten noch ab. Es ist relativ unklar, was daraus entstehen soll. Wir alle hier im Saal sind eigentlich geistige Spekulantinnen und Spekulanten. Die Gegenwart gibt uns ja im Moment nicht recht, oder sie sagt nicht, dass wir in der Richtung falsch sind. Das kann nur die Zukunft entscheiden. Da haben wir etwas Gemeinsames. Aber ich möchte das Parlament wirklich auffordern, in nächster Zeit gegenüber dem Bundesrat den Rückstand aufzuholen und ganz massiv für einen Dialog zu kämpfen, denn wenn das so weitergeht - allenfalls über den EWR hinaus -, dann wird der Bundesrat allein die Richtung wählen, das Zepter in der Hand halten, ohne dass wir noch viel dazu sagen können. Mühlemann: Die FDP-Fraktion nimmt mit Befriedigung und Genugtuung Kenntnis vom Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik. Er ist klar, eindeutig und hat drei Schwergewichte: nämlich EWR-Vertrag, Osteuropahilfe und Gatt-Verhandlungen. Herr Wanner wird über die Gatt-Verhandlungen referieren, Herr Allenspach über die wirtschaftspolitische Lage der Schweiz. Ich spreche vor allem zum

Thema EWR-Verhandlungen. Herr Zbinden, Sie haben ans Votum von Herrn Fischer-Sursee angeschlossen. Ich kann an Ihr Votum anschliessen. Wenn Ihr Parteikollege Bundi hier vorne kompetent und ausführlich über die EWR-Verhandlungen berichtet, dann kann er das, weil er als Präsident der Kommission für auswärtige Angelegenheiten in Brüssel ein Seminar veranstaltet hat, wo man mit den Akteuren direkt sprechen konnte. Er wird mit dieser Kommission auch nach Budapest und Sofia reisen und dasselbe dort tun. Sie werden Gelegenheit haben, mit der Wirtschaftskommission ebenfalls in Brüssel an einem Seminar teilzunehmen. Ich bitte Sie, weniger die Schlagzeilen in den Zeitungen zu lesen und mehr vor Ort die Sache zu studieren; dann werden wir eben zu klareren Resultaten kommen können. Dieser Dialog, der heute geführt wird, muss in keiner hektischen Atmosphäre stattfinden. Herr Fischer-Sursee hat zu Recht gesagt: Die Verhandlungen mit Brüssel wurden nie zu einem Sonntagsspaziergang erklärt. Sie sind hart, unangenehm und nicht einfach für ein kleines Land, das sehr oft egoistisch Nabelschau betreibt. Aber wenn wir heute die Situation gründlich beurteilen, dann befindet sich die Frage der Mitwirkung in einem Lösungsstadium, zu dem wir ja sagen können. Die EG und die Efta sind sich grundsätzlich darüber einig, dass es einen Ministerrat EG/Efta geben wird, der die strategischen Fragen im Europäischen Wirtschaftsraum beurteilt und beleuchtet. Es spricht jeder Minister dort im Namen des eigenen Landes. Darunter ist ein Gemischter Ausschuss, in dem wiederum die beiden Pfeiler EG und Efta mit allen Experten vertreten sind. Dort gelten dieses «droit d'information» und dieses «droit de consultation», welche Sie verlangen. Dort gibt es die Möglichkeit, gemeinsam einem Konsensus entgegenzugehen. Und wenn dieser Konsensus erreicht ist, dann scheint beispielsweise eine Revision des EWR-Vertrages möglich. Wenn dieser Konsensus nicht erreicht wird, weil die eine oder die andere Partei widerspricht, gibt es eine Vetomöglichkeit. Dann kann die Schweiz beispielsweise aussteigen, wohl wissend, dass es wahrscheinlich nicht sehr einfach ist, so ohne weiteres nach einem EWR-Vertrag wieder nein zu sagen, aber die Möglichkeit besteht. Da stehen wir ganz genau in der Mitwirkungsfrage. Niemand soll sagen, dass das nicht Lösungsmöglichkeiten sind, die praktikabel sind. Im Bereich der sogenannten vier Ausnahmen sind die Lösungen nicht definitiv getroffen. Wir wissen heute, dass sowohl beim Ausländerstatut wie beim Verkauf von Grundstücken an Ausländer Übergangslösungen mit Sperrklauseln studiert werden. Wir wissen, dass im Bereich der Oekologie ähnliche Lösungen vorbereitet sind. Die grosse Schwierigkeit werden wir im Verkehrsbereich haben, weil es hier offenbar um bilaterale Verhandlungen geht, die nicht nur auf die Schweiz axiert sind, sondern auch auf Oesterreich. Dieses Gespräch im Trio EG/Oesterreich/Schweiz führt natürlich zu Schwierigkeiten, weil die Schweiz und Oesterreich unterschiedliche Praktiken haben. Hier sehe ich im Grunde genommen dann die grössten Schwierigkeiten. Gesamthaft gesehen werden aber die beiden grössten Hindernisse nicht in den Verhandlungen EG/Efta sein, nicht einmal in der schwierigen Situation der Efta, wo Schweden und Oesterreich Lust haben, der EG sofort beizutreten, und andere Staaten hier eher zögern. Die grössten Stolpersteine - da gebe ich Herrn Zbinden recht - liegen in der eidgenössischen Volksabstimmung und in der Abstimmung im EG-Parlament. Dort sind am meisten Hindernisse beiseite zu räumen. Wir haben dafür zu kämpfen, dass möglichst alle Bundesratsparteien hinter dem Bundesrat stehen können. Die FDP hat sich sehr frühzeitig für diesen Weg entschieden, und sie ist davon nicht abgewichen. Die SP hat sich etwas später entschieden, wenn ich ihren Parteibeschluss von Sonntag anschau. Mit all den Bedingungen der SP werden wir mit Sicherheit bei einem EWR-Vertrag à la FDP landen. Das sind nur semantische Unterscheidungen, die wir im

Augenblick haben. Im übrigen: Verkennen Sie nicht das EG-Parlament! Das EG-Parlament muss mit absoluter Mehrheit dem Vertrag zustimmen. Es sind 260 EG-Parlamentarier, die wir alle irgendwie überzeugen müssen, dass sie mitmachen. Wenn das gelingt, dürfte der beschwerliche Weg zu einem Ende führen, das wir akzeptieren können. Sie sollten das immer mit den Alternativen vergleichen. Wenn Sie den Alleingang mit Abbruch der Verhandlungen suchen, dann beginnen Sie wieder von vorne. Glauben Sie denn, dass Herr Delors sich durch unsere Abbruchverhandlungen ändert? Glauben Sie, dass die EG ein Jota anders wird, wenn wir neu verhandeln? Es kommt dazu, dass wir bei einem Vollbeitritt mit unseren politischen Eigenarten Schwierigkeiten haben werden. Die können Sie nicht einfach so vom Tisch wischen, denn sie heissen: Neutralität, direkte Demokratie und Föderalismus. Dementsprechend ist die Lösung, die der Bundesrat hier mit einer sehr guten Ver-

Politique économique extérieure 1990 252 N 5 mars 1991 handlungsdelegation vertritt, meines Erachtens nach wie vor die richtige Lösung. Wir bitten Sie, innerhalb des Parlaments dafür zu sorgen, dass die Information besser wird. «Die Kunst des Informiertseins ist die höchste Kunst des Politikers», hat Bismarck einmal gesagt. Wenn wir diese Information weitertragen und nicht nur dafür sorgen, dass Schlagzeilen entstehen, sondern dass beim Volk das Verständnis für die Details - etwa die Mitwirkung, oder für diese Ausnahmenregelungen - wächst, dann werden wir Lösungen erreichen, die vertretbar sind. Ich war letzten Donnerstag in Brüssel. Herr Krenzler, der Verhandlungsleiter der EG, ist erstaunt über unsere Diskussion. Herr Botschafter von Tscharnner ist perplex über den Sturm im Wasserglas, den irgendein falsches Zitat von Herrn Kellenberger heraufbeschwören kann. Wir müssten etwas mehr kühles Blut bewahren und unsere Delegation mit Vertrauen nach Brüssel schicken und ihr den Rücken stärken. Das ist wahrscheinlich die wichtigste Botschaft, die wir Herrn Bundesrat Delamuraz mitgeben können, der seine Sache ja ausgezeichnet macht. M. Eggly: Le groupe libéral a pris connaissance avec intérêt du rapport sur la politique économique extérieure; avec intérêt, mais en se rendant compte que les explications de dernière heure du Conseil fédéral étaient évidemment indispensables, car si en longue période tranquille ce genre de rapport ne se démode pas trop vite, il en va autrement dans le temps que nous vivons où chaque mois, sinon chaque semaine apporte son lot d'éléments qui doit donner lieu à une nouvelle analyse de la situation. Ainsi, pour les négociations sur l'Espace économique européen, si importantes pour la Suisse au point qu'on a l'air de ne parler ici que de cela, c'est de la dernière réunion ministérielle de l'AELE, le week-end dernier, dont vous allez certainement nous parler le plus, Monsieur le Conseiller fédéral. Si les données de base du rapport du 26 novembre sur la position suisse dans le processus d'intégration européenne demeurent valables, c'est évidemment la position suisse dans la négociation, en regard de la position de la Communauté européenne sans doute mais aussi de celle des autres membres de l'AELE, qui nous intéresse le plus et, singulièrement, par rapport à la position autrichienne et la position suédoise, puisque l'Autriche est dans une situation de demandeur d'adhésion et que la Suède l'est presque. Vous le savez, Monsieur le Conseiller fédéral, le groupe libéral a toujours estimé et estime que l'exercice de négociation sur l'Espace économique européen était nécessaire, était incontournable, qu'il demeure nécessaire et incontournable. Le groupe libéral estime qu'il faut mener cet exercice jusqu'au bout. Il estime que si nous devons négocier fermement et inciter nos partenaires à le faire, notamment afin de ne pas être satellisés pour l'avenir et les suites du traité, nous devons aussi affirmer notre volonté d'engagement en Europe, ce qui va plus loin que l'Espace économique européen et la

Communauté européenne, ce qui implique notamment toute la dimension de nos relations avec l'Europe de l'Est. Nous approuvons le Conseil fédéral de vouloir un bon traité sur l'Espace économique européen. Nous pensons que l'on peut vouloir négocier un bon traité Espace économique européen, tout en admettant que cela puisse n'être qu'une étape transitoire. A cet égard, nous aimerions savoir quelle est la position du Conseil fédéral. Monsieur le Conseiller fédéral, avez-vous pu vraiment convaincre le week-end dernier vos partenaires et singulièrement les Suédois et les Autrichiens de l'AELE, même ceux qui entendent donc adhérer à la Communauté européenne, que personne n'a intérêt à un traité au rabais? Quant aux négociations du GATT, Monsieur le Conseiller fédéral, le groupe libéral en saisit toute l'importance. Il a même conscience que ces négociations du GATT, par leur envergure, par leur prolongement, par leur côté global, pourraient être plus décisives sur l'avenir de l'économie occidentale et donc de la Suisse que les négociations sur l'Espace économique européen elles-mêmes. Il voit bien à propos des négociations du GATT que le volet agricole est très important et que cela touche au fond même de notre politique agricole. Le Parti libéral, vous le savez peut-être, a élaboré un rapport sur les perspectives de la politique agricole suisse dans lequel il n'hésite pas à relever les impasses où nous conduirait la simple continuation de la politique agricole actuelle. Mais, Monsieur le Conseiller fédéral, à propos du GATT ou de l'Espace économique européen, permettez-moi de remercier ici avec insistance tous ces diplomates suisses - je pense aussi à M. Arthur Dunkel, le directeur du GATT - qui, autour de vous-même et du secrétaire d'Etat Franz Blankart, s'engagent de manière remarquable au service de notre pays et dans la défense de ses intérêts. J'en reviens maintenant, car nous devons aussi discuter de cela, à la situation économique de la Suisse. En commission, divers experts ont été entendus, qui ont évoqué les différents aspects du point de vue des grandes branches d'industrie et aussi de celui de la Banque nationale. Comparer l'année 1990 à l'année 1989 donne une photographie déformée. 1989 était une année exceptionnelle, comme il y a des cuvées exceptionnelles dans le vin. Observée sur une plus longue période, l'année 1990 doit être considérée comme traduisant une bonne santé de l'économie suisse. L'évolution des relations de change, la résistance à l'inflation imortée et même un certain tassement conjoncturel du côté des exportations ont relâché la tension sur le marché du travail. Cet apaisement a des vertus anti-inflationnistes. Cela a permis notamment que ne s'accroissent pas les hausses d'intérêts qui ont tant fait parler d'elles et de vous, Monsieur le Conseiller fédéral, en 1990, notamment pour le marché hypothécaire. Pour dire les choses autrement, soulignons que les variations conjoncturelles sont chose normale qu'une économie saine doit pouvoir absorber. Certes, en tant que Romand et Genevois, je ne peux qu'être sensible aux difficultés par exemple de la construction. Mais je sais bien aussi qu'il y a des régulations indispensables. Quant à la relance dans le secteur de la construction, elle emprunte sûrement une voie de déréglementation étatique dont certaines autorités cantonales sont loin de montrer toujours l'exemple. Non, Monsieur le Conseiller fédéral, ce qui éveille l'attention des libéraux ne tient pas tellement aux variations normales de la conjoncture qu'une économie libérale doit absorber - je pense notamment aux conséquences de la guerre du Golfe sur l'économie mondiale, sujet que vous évoquerez sûrement. Ce qui suscite l'attention et l'inquiétude des libéraux tient aux évolutions en profondeur, structurelles ou qui peuvent s'avérer irréversibles. Cela tient aux conséquences parfois mal évaluées de décisions politiques. Ainsi, les libéraux sont pour des mesures écologiques raisonnables, pour certaines règles générales assignées à l'activité de recherche. Mais, si l'on va trop loin, cela peut signifier un déplacement d'activités de Suisse à l'étranger. Je pense

particulièrement à l'industrie chimique. Monsieur le Conseiller fédéral, le gouvernement est-il vraiment déterminé, par exemple dans ce secteur, à maintenir des conditions-cadres favorables aux activités en Suisse de nos industries principales, faute de quoi la substance vive émigrera sans retour? Une fois de plus, nous insistons sur la formation technique, la formation scientifique, la relève professionnelle. Avons-nous une évaluation suffisante des niveaux de qualité à cet égard en comparaison internationale, notamment européenne, Espace économique européen ou pas? Et puis il y a chez nous des secteurs mythiques -je pense au secteur bancaire. Que n'a-t-on pas dit sur la richesse des banques! Or, nous assistons à un tassement certain dans cette branche d'activités. Ce n'est plus le domaine miracle qu'on peut presser fiscalement à merci. Il aura fallu bien du temps pour qu'on fasse mine de le comprendre au Département fédéral des finances. Les banques doivent réduire aujourd'hui leurs effectifs, rendre leurs services plus performants. Il est temps de songer à leur maintenir les conditions les plus favorables possibles. Chimie, banque, on pourrait évoquer d'autres secteurs. Je crois qu'il faut demeurer flexible, admettre les variations conjoncturelles, mais il faut surtout, en ce qui concerne l'Etat, assurer au maximum les conditions-cadres, un climat qui favo-

5. März 1991 N 253 Aussenwirtschaftspolitik 1990 rise la pérennité, l'adaptation et la vitalité de notre économie, choses qui devront absolument être réalisées quel que soit le résultat des négociations, notamment européennes. Par ailleurs et pour ne plus y revenir, le groupe libéral prend acte dans cet esprit du rapport et accepte l'arrêté fédéral approuvant les mesures économiques extérieures portant sur les ordonnances concernant l'exportation, le transit et la circulation des marchandises, ainsi que l'arrêté concernant l'accord avec la Communauté sur la facilité dans les contrôles et les formalités lors du transport de marchandises. Schwab: Ich möchte all jenen danken, die sich gestern für eine verlängerte Redezeit eingesetzt haben. Vieles ist im Umbruch auf dieser Welt. Europa baut ein neues Haus, und im Parlament ist keine Zeit dafür eingeräumt, darüber zu diskutieren. Da gingen die Bauern aus Angst, sie würden vom Gatt und von der EG verschaukelt, in Langnau, Bern, Genf und Brüssel auf die Strasse, und ihre Vertreter im Parlament können sich nicht aussprechen. Da reisen zwei Bundesräte in der Welt herum, der eine trägt die Fahne hoch für einen hoffentlich guten EWR, der andere Bundesrat sitzt in einer Bundesratspartei, die so rasch als möglich in die EG will. Da wird stundenlang um Kleinkram in Sachen Ökologie geredet, weil die Schweiz zum absoluten Oeko-Musterknaben in dieser Welt werden will. Die gleichen Kreise wollen unsere Volksrechte zum Teil an Brüssel delegieren. Herr Präsident, ich erwarte von Ihnen, dass Sie zusammen mit Ihrem Büro das übliche Ritual dieses Rates überprüfen und für die Zukunft neue Prioritäten setzen. Wir müssen uns anpassen und vor allem mit dem Fortschritt in diesem Haus beginnen, ehe wir ihn in Brüssel suchen. Zum Bericht: Mit Genugtuung nehmen wir vom positiven Konjunkturverlauf im abgelaufenen Jahr Kenntnis. Die sich abzeichnende Entspannung im Export wegen des hohen Frankenkurses und der schwächeren Auslandskonjunktur entspricht der durch den Bundesrat angestrebten Stabilitätspolitik. Der im August letzten Jahres veröffentlichte OECD-Bericht bestätigt das über dem längerfristigen Potential liegende Wirtschaftswachstum, die Vollbeschäftigung und die rekordhohe Auslastung der Produktionskapazität. Der Hinweis in dieser Studie, dass ein Nachlassen der Rationalisierungs- und Modernisierungsinvestitionen der schweizerischen Unternehmen die Entwicklungsperspektiven unserer Wirtschaft zunehmend beeinträchtigen könnte, ist ernst zu nehmen. Vor allem sind die Gründe zu dieser sich abzeichnenden «Lustlosigkeit» noch besser abzuklären und darzustellen. In diesem Zusammenhang ist die Wahrscheinlichkeit

gross, dass wir hier in diesem Saal, in diesem Hause, laufend Ge- setze produzieren, die weitergehende Auflagen für die produ- zierende Wirtschaft - die Landwirtschaft eingeschlossen - be- inhaltet und somit die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes gegenüber dem Ausland verschlechtern. Es lässt sich schön anhören, wenn wir Schweizer uns durch ausgeklügelte Ge- setze, die über die Europakonformität hinausgehen, zu Mu- sterknaben dieser Welt emporstilisieren. Es ist aber unser aller Interesse, wenn wir unsere Unternehmungen dadurch nicht ins Ausland abdrängen. Wenn ich die Europa-Euphorie einzel- ner Kreise mitverfolge, so frage ich mich, wo denn da eigent- lich die Logik ist. Europafähig werden ja, scheint die Devise zu sein, aber natürlich nur dort, wo es Vorteile zu ergattern gibt; so geht es nicht. Es glaubt doch niemand im Ernst daran, dass die EG im Bereiche des Umweltschutzes, des Gewässerschut- zes oder z. B. der Tierhaltungsvorschriften in Kürze die stren- gen Bestimmungen unserer Gesetzgebung nachvollziehen kann. Klar ist auch, dass wir bei einem Vollbeitritt das EG- Recht zu übernehmen hätten und somit bekanntlich das EG- Recht dem Landesrecht vorgehen würde. Ich frage mich allen Ernstes, wie dann ein Staat seine strenge- ren Vorschriften durchsetzen will und, falls ihm das zum Teil noch gelingen würde, erst noch mit dem Ausland konkurrenz- fähig bleiben könnte. Vielleicht kann der Bundesrat hier die Antwort geben, vielleicht auch Herr Bodenmann. Gemäss OECD-Bericht wird im weiteren die Auffassung vertreten, dass der Zeitpunkt gekommen sei, die Fremdarbeiterpolitik im Sinne einer flexibleren Handhabung einer kritischen Prüfung zu unterziehen. Diese Frage ist unbedingt in nächster Zeit an- zugehen und einer besseren Lösung entgegenzuführen. Im Rahmen ihres Programmes zur Analyse von Agrarpolitik und Handel veröffentlicht die OECD detaillierte Länderstu- dien. Die Studie befasst sich vor allem mit der schweizerischen Unterstützung im Agrarbereich. Ich bedaure es sehr, wie ein- seitig und undifferenziert hier Angaben gemacht werden, die wohl stimmen, aber unsere Landwirtschaft in ein völlig fal- sches Licht rücken. Der Bundesrat hat es unterlassen, hier auch andere Quervergleiche anzustellen, um die OECD-Aus- sagen kritisch zu durchleuchten. Unsere Landwirtschaft, die nur das macht, was ihr Lehre und Forschung beigebracht ha- ben, und den Gesetzen und Auflagen nachkommt, die dieses Haus macht, hat es nicht verdient, total im Regen stehen ge- lassen zu werden. Mit grosser Sorge haben die Schweizer Bauern auch die Gatt- Verhandlungen mitverfolgt. Der Agrarstreit zwischen den Ame- rikanern, zusammen mit den Cairns-Staaten, einerseits und der EG andererseits musste in die Sackgasse führen. Es darf im Zeitalter der grossen Umweltprobleme doch nicht angehen, dass die Agrarproduktion durch konzentrierte Intensivierung unter Missachtung von dringenden Umweltvorschriften nur noch in dazu prädestinierten Ländern möglich sein soll. Nach unserer Auffassung hat jedes Land Anrecht auf eine ei- gene Landwirtschaft, die in der Lage sein soll, das Volk mit ge- sunden Nahrungsmitteln zu versorgen und dabei die Grund- prinzipien einer umweltschonenden und tiergerechten Pro- duktion einzuhalten. Einig gehe ich mit den Gatt-Experten, die die Ueberschussproblematik im Agrarbereich abbauen möch- ten. Die EG als Hauptsünder verschlingt zur Verwertung dieser Ueberschüsse nicht nur rund 8 Milliarden Dollar jährlich, son- dern sie leistet den ärmsten Ländern einen Bärenienst. Der Bundesrat wird aufgefordert, bei Wiederaufnahme von Verhandlungen im Rahmen des Gatt der Multifunktionalität der Landwirtschaft und das eben erwähnte Recht jedes Lan- des auf eine eigene intakte und prosperierende Land- wirtschaft in den Mittelpunkt der Verhandlungen zu stellen. So gesehen, könnte der festgefahrene Karren wieder in Fahrt kommen und vielleicht - Herr de Pury - sogar zum Ziel geführt werden. Die Schaffung von neuen Regeln im Rah- men des Welthandels dürfte

sicher im Interesse von uns allen liegen. Ein paar Worte zum EWR. Die EWR-Verhandlungen scheinen zunehmend in grössere Schwierigkeiten zu geraten. Die De-lorssche Rede vom Januar 1989 hatte eigentlich grosse Hoffnungen zur Bildung eines Europäischen Wirtschaftsraumes geweckt. Die SVP-Fraktion hat dieses Unterfangen voll-ge-stützt und steht nach wie vor zu einem guten EWR-Vertrag. Heute müssen wir uns fragen, ob der Wille der Efta-Staaten zum Abschluss eines EWR-Vertrages mit der EG überhaupt noch vorhanden ist. Sicher ist soviel, dass die vollbeitrittswilligen Efta-Staaten mit ihrem Vorgehen - ich wollte sagen: mit ihrem Vorpellen - die Position der Efta insgesamt ungemein geschwächt haben. Es darf doch nicht angehen, dass sich die Efta-Länder auf eine einheitliche Sprachregelung geeinigt haben und kurz darauf in einer so entscheidenden Frage einfach ausscheren. Solche Vorgehensweisen kommen einem Vertragsbruch gleich. Es stellt sich nun in diesem Zusammenhang die Frage, was die Schweiz eigentlich will. Da haben wir den Gesamtbundes- rat, der einem EWR das Wort redet; auf der anderen Seite fasst eine Bundesratspartei, der zwei Bundesräte angehören, den Beschluss, einen Vollbeitritt anzustreben. Was spielt da unser Aussenminister für eine Rolle? Der Wirtschaftsminister redet einem EWR-Vertrag das Wort. Es wäre interessant, die Haltung des Aussenministers zu kennen. Politik und Wirtschaft sind miteinander verknüpft und lassen sich kaum mehr getrennt behandeln. Es wäre folgerichtig ge- wesen, wenn auch der Aussenminister anwesend gewesen wäre. Eine solch verfuhrwerkte Situation wird kaum zum erhofften Erfolg führen. Wir erwarten vom Bundesrat heute einen klaren Positionsbezug. Entsprechend wird die SVP-Fraktion ihre Ueberlegungen anstellen.

Politique économique extérieure 1990 254 N 5 mars 1991 Schmid: Der vorliegende Bericht ist ein geklebter Text mit vie- len Detailinformationen, aus denen einmal mehr nicht ersicht- lich ist, nach welchen staatspolitischen Prinzipien wir unsere Aussenwirtschaftspolitik gestalten und die EG- und Gatt-Ver- handlungen führen. Die zentrale Frage, die sich nicht nur für die Schweiz, sondern auch für Europa, ja für die ganze Welt stellt, ist doch die folgende: Wie wollen wir auf jedem Flecken Erde unseres Planeten das Leben gestalten, damit langfristig ein Ueberleben gesichert ist? Man muss keineswegs die Apokalypse heraufbeschwören, um zu erkennen, dass das friedvolle Zusammenleben und letztlich das Ueberleben davon abhängen, ob wir die Grenzen des Wachstums erkennen und uns danach richten. Statt des- sen fragt sich eine Mehrheit in diesem Saal, was uns wohl mehr wirtschaftliche Vorteile bringt: ein Alleingang, ein EWR oder ein Beitritt zur EG - lieber noch gestern als erst morgen. Sie malt sich Europaperspektiven aus, ohne an die überhaupt noch mögliche und einzig notwendige Zukunftsperspektive zu denken. Wir hören nur Schlagworte, ob sie Europa angehen oder unserer angeblichen Rückständigkeit gelten. Aber Grundsätze-ich betone: Grundsätze-, nach denen heute Po- litik gemacht werden soll und die zu kennen unsere Bürgerin- nen und Bürger ein Anrecht hätten, vermissen wir bei sämtli- chen Parteien hier im Saal und auch beim Bundesrat. Da wird debattiert und initiiert, und niemand verrät seine gehei- men Wünsche und Machtinteressen. Da wird von unserer Exe- kutive verhandelt und entworfen - auch am Parlament vorbei -, und niemand weiss, welche Grundsätze einer humanen, de- mokratischen, föderalistischen und ökologischen Politik der Bundesrat hochhält und auch entsprechend vertritt. Ich habe manchmal den Eindruck, wir könnten vor dem Abgrund ste- hen, und es gäbe für die «Europhoriker» kein erstrebenswerte- res Ziel, als möglichst bald den nächsten Schritt zu machen. Bevor wir an die wirtschaftliche Zukunft Europas denken, soll- ten wir uns vielleicht doch einmal Gedanken zu einer zeitge- mässen - d. h. langfristig verantwortbaren globalen - Politik der Zukunft überhaupt machen. Weil das zweite Anliegen für uns schon von jeher wesentlicher

und Voraussetzung dazu war, den politischen Standort zur Europafrage bestimmen zu können, legen wir Ihnen gerne einmal die nicht erst übers letzte Wochenende entstandenen Grundsätze vor: 1. Entscheide und Vereinbarungen - auch auf europäischer Ebene - müssen die Probleme im Interesse des Gesamtwohls lösen. Westeuropa ist nicht Europa, und Europa ist nicht die Welt. Solidarität gegenüber den Oststaaten und der Dritten Welt hat Vorrang gegenüber den Ansprüchen der in Rivalität stehenden Wirtschaftsblöcke Europa, USA und Japan. 2. Jede Politik - auch diejenige im europäischen Raum - muss die kulturelle Vielfalt der Völker erhalten, ihre Selbstbestimmung fördern und die demokratischen Kräfte stärken. Während die Menschen in Osteuropa um diese elementaren Freiheitsrechte kämpfen, sind die Länder in Westeuropa daran, diese Errungenschaften für ein Linsengericht aufzubehalten. 3. In einem Konzept der europäischen Zusammenarbeit hat die Politik gegenüber der Wirtschaft grundsätzlich Vorrang. Deshalb unterstützen wir auch alle politischen Institutionen, wie z. B. den Europarat, die OECD, die KSZE oder das Umweltprogramm Unep. Politik muss noch andere Gesichtspunkte in ihren Entscheidungsbereich einbeziehen als betriebswirtschaftliche Rentabilität. 4. Jede Europapolitik muss heute ganz wesentlich und vorrangig ökologisch vertretbare Lebensweisen anstreben. Das ist nur möglich mittels Wachstumsbegrenzung, dezentralen Strukturen und größtmöglicher Versorgungsautonomie. Eindeutig im Widerspruch dazu steht das Ziel des grenzenlosen Personen-, Waren-, Kapital- und Dienstleistungsverkehrs, welcher das Verkehrsaufkommen exponentiell steigert und der Energieverschwendung Tür und Tor öffnet. Wofür, Herr Bundesrat, setzen Sie sich ein, und wie haben Sie Ihre Unterhändler in Brüssel instruiert? Sind Sie für mehr Exekutive, Macht und weniger Parlament? Wieviel Föderalismus gedenken Sie den vier wirtschaftlichen Freiheiten zu opfern? Halten Sie eine eigenständige Verfassungsrevision überhaupt noch für lohnenswert, oder überlassen Sie lieber gleich jetzt Brüssel die Präferenz? Wieviel direktdemokratische Rechte und welche Errungenschaften ökologischer Gesetzgebung werfen Sie in die politische Waagschale, damit die wirtschaftliche möglichst rasch emporschnellt? Das möchten wir einmal wissen, nachdem kürzlich wieder Horrorszenarien über EG-Anpassung in der Presse standen. Das möchten wir auch von den anderen Parteien wissen. Was den EG- und EWR-Befürwortern auf der bürgerlichen Ratsseite über alles geht, ist hinlänglich bekannt. Ich stelle aber fest, dass sich mit der Europafrage und der Art, wie sie gelöst zu werden wünscht, auch in den anderen politischen Parteien die ökonomischen von den ökologischen Geistern trennen. Ich möchte den Sozialdemokraten und dem Landesring den guten Willen in ökologischen Fragen nicht rundweg absprechen. Aber sie müssen wissen, dass zentralistische Bestrebungen im Kern schon antiökologisch sind und wir diese immensen Probleme nicht lösen können, wenn wir die regionalen Anliegen und Besonderheiten ignorieren. Ich werde den Eindruck nicht los, dass die Sozialdemokraten als stärkste europäische Partei mehr Einfluss und mehr Sozialleistungen erhoffen - egal, wer sie zahlt -, also in erster Linie mehr Macht. Dazu kommt dieses verschwommene Europagefühl, mit dem man alles Enge und Nationalistische abstreifen will, ohne zu merken, dass der Nationalismus nur wieder auf höherer Stufe neu installiert wird. Herr Bundesrat, meine Kolleginnen und Kollegen, spielen Sie doch mit offenen Karten! Sagen Sie den Bewohnerinnen und Bewohnern unseres Landes, worauf es Ihnen ankommt und was Sie für untergeordnet halten! Sagen Sie dem Volk wenigstens, wohin Sie fahren wollen, bevor Sie auf den Zug aufspringen, der in die falsche Richtung fährt! Ziel: Die LdU/EVP-Fraktion nimmt vom Bericht Kenntnis und stimmt auch den beiden Bundesbeschlüssen zu. Wir legen insbesondere Gewicht auf den Bundesbeschluss, mit dem die Grenzkontrollen und

-formalitäten vereinfacht werden - das ist wenigstens etwas. Wenn Sie den Bericht des Bundesrates ansehen oder wenn ich an die langen, interessanten Diskussionen in der Wirtschaftskommission denke, dann wird uns bewusst, dass wir vor einer geballten Ladung von Problemen stehen. Wir können hier natürlich nicht alle zugleich behandeln. Ich beschränke mich auf einige Bemerkungen zu den Gatt- und EWR-Verhandlungen. Wir haben anschliessend Gelegenheit, über die Probleme der Dritten Welt zu diskutieren, einen weiteren Schwerpunkt, und dann kommt noch eine Sondervorlage über die Hilfe an die Golfstaaten ins Parlament. Ferner werden wir auch gelegentlich wieder über Osteuropa zu diskutieren haben. Sie sehen, es gibt viele Probleme, über die wir sprechen könnten. Zuerst zum Gatt: Ich hoffe wirklich, dass die Gatt-Verhandlungen zu einem Erfolg führen werden. Wenn sie scheitern, wäre das für die so «weltabhängige» Schweiz verheerend. Wir haben alles Interesse daran, dass es vorwärtsgeht. Aber das heisst mit anderen Worten: Wir werden um substantielle Konzessionen im Agrarbereich nicht herumkommen, genau so wie die EG auch, und diese dürften wahrscheinlich weiter gehen als das, was wir bisher offeriert haben. Aber wir sind einmal mehr am gleichen Thema. Ob nun die Gatt-Verhandlungen zum Erfolg führen oder nicht, das dispensiert uns nicht davon, unser Haus in Ordnung zu bringen. Das gilt auch für die Reform der Landwirtschaftspolitik. Heute spricht alles davon, aber wir haben viele Jahre verloren. Vorstösse wurden nicht behandelt, man hat gemauert, weil man die Wahrheit nicht sehen wollte. Wir würden heute ganz anders dastehen, wenn man damals, spätestens im Zusammenhang mit dem letzten Landwirtschaftsbericht, gehandelt hätte. Aber wie immer haben wir viele Jahre verloren. Ich bedaure das, weil es uns nicht nur die Gatt-Verhandlungen, sondern auch die EWR-Verhandlungen erleichtert hätte. Nun haben wir gehört, dass die EWR-Verhandlungen nicht derart gut laufen, wie wir es uns gewünscht haben. Dass sie hart sein werden, das wussten wir immer, aber offensichtlich haben wir besondere Schwierigkeiten, zumindest wenn ich

5. März 1991 N 255 Aussenwirtschaftspolitik 1990 daran denke, wie Herrn Bundesrat Delamuraz das Verhalten unserer Verhandlungspartner gekennzeichnet hat. Ich verzichte, darauf einzutreten. Für uns ist der EWR bestenfalls ein Zwischenziel. Es war vorhin die Rede davon, dass die politischen Parteien Farbe bekennen sollen, sich eine Stellungnahme zur Europa-politik vornehmen müssen. Ich darf mit aller Bescheidenheit darauf hinweisen: Es ist der Landesring gewesen, der als erste schweizerische Partei klar - und nicht mit so vielen Floskeln und Kautelen wie die SPS - ein Bekenntnis zum, EG-Vollbeitritt beschlossen hat. Das ist die richtige Haltung. Und ich habe nun mit Freude gehört, dass offensichtlich bei den Sozialdemokraten ebenfalls die Richtung EG eingeschlagen wird. Sie werden dann Gelegenheit haben, wenn wir die parlamentarische Initiative Jaeger behandeln, im Saal zu Ihren Grundsätzen zu stehen. Wir werden dann sehen, wie europafreundlich Sie noch sind. In der Kommission gab es offensichtlich wenig Europafreunde, sonst hätte man den Vorschlag nicht mit allen Stimmen abgelehnt! Der Bundesrat hat uns zu Recht im Zusammenhang mit den EWR-Verhandlungen gesagt: Einen Alleingang gibt es nicht und wird es nicht geben, selbst wenn die EWR-Verhandlungen scheitern sollten oder - was auch nicht auszuschliessen ist - wenn ein EWR-Vertrag in einer Volksabstimmung durchfällt. Ein Alleingang liegt schlicht und einfach nicht drin. Wir sind schon viel zu eng verflochten mit der ganzen europäischen Umwelt, und wir werden vorwärtsmachen müssen, unabhängig davon, was auch immer beim EWR herauskommt. Unser Ziel muss sein, dass wir Teil Europas werden. Ich hoffe allerdings immer noch, dass die EWR-Verhandlungen zu einem Erfolg führen, damit wir wenigstens einen ersten wichtigen Zwischenschritt tun

können. Wir haben auch in anderen Bereichen die Zeit vergeudet. Wir wissen seit Abschluss der Römer Verträge, dass das Ziel ein europäischer Binnenmarkt ist. Aber wir haben nicht gehandelt, wir haben so getan, als ob alles wie gewohnt weitergeht. Unser Haus ist nicht vorbereitet auf die Herausforderungen, die kommen, und deshalb stecken wir in einer Art «politisch-geistiger Krise», ich kann es nicht anders sagen. Für mich ist die Art und Weise symptomatisch, wie mühsam wir unser 700-Jahr-Jubiläum feiern wollen. Das ist bezeichnend für die Schweiz. Deshalb rede ich auch von einer «geistig-politischen Krise». Das Europa der EG ist zentriert auf die Marktwirtschaft. Man möchte eine marktwirtschaftliche Ordnung. Von Marktwirtschaft wird in der Schweiz viel geredet, aber Marktwirtschaft haben wir nur in einzelnen Teilbereichen. Denke ich an den ganzen Dienstleistungsbereich, wie es dort aussieht, so drängen sich Beispiele auf: Nehmen wir den ganzen Medizinalsektor, das Gesundheitswesen - das hat mit Marktwirtschaft nichts zu tun, deshalb kommt es auch so teuer. Protektionismus ist, was wir mit den Ärzten und all diesen Berufsgruppen tun. Denken wir an die Ordnung für die Advokaten, die Notare. Reden wir vom Submissionswesen in der Schweiz: das ist ja das Schlimmste vom Schlimmen, das hat mit Markt nichts zu tun; denken wir an die Bauvorschriften, die überall anders sind; denken wir an den technischen Perfektionismus mit den Typenprüfungen, angeblich zum Schutze der Konsumenten. All das ist nichts anderes als versteckter Protektionismus. Oder, das sag' ich nun einmal zur Landwirtschaft: Es ist nicht die Landwirtschaft - die schiebt man immer vor -, aber Sie haben bei den der Landwirtschaft vor- und nachgelagerten Stufen die ganze Wirtschaftsorganisation - dort gibt es auch Protektionismus. Oder ich denke daran, wie es im Schulwesen aussieht, wie mühsam das war, bis wir uns endlich auf einen gemeinsamen Schulbeginn einigen konnten, auf etwas vom Banalsten: Weltanschauungskriege haben wir darüber geführt. Schauen wir doch, wie mühsam es ist, wenn jemand eine Universität wechseln möchte usw. Wir haben die Zeit versäumt, den Binnenmarkt Schweiz zu schaffen, und wir müssen nun dringend darangehen - unabhängig davon, was ausserhalb der Verhandlungen passiert -, diesen Binnenmarkt Schweiz endlich zu schaffen; dann sind wir bereit für das, was auf uns zukommt. Wir werden dann eines sehen: Sollte es zu einer Volksabstimmung über den EWR-Vertrag kommen, so werden diese verschiedenen Protektionismen entlarvt hervortreten - dann merken Sie plötzlich, dass es davon viel mehr gibt, als wir geglaubt haben. Ich bedaure, dass wir nicht in der Lage waren, in diesen Bereichen wirklich Reformen an die Hand zu nehmen. Noch ein Letztes: Bei aller Entschiedenheit, mit der wir als Ziel für eine Vollmitgliedschaft in der EG eintreten, wollen wir nicht vergessen, dass es natürlich neben Europa noch viel auf der Welt gibt, das auch für uns von Bedeutung ist. Persönlich halte ich es mit Ralf Dahrendorf, der dieser Tage geschrieben hat: «Es würde uns allen nützen, wenn die Eurodebatte von den Fragen der Mitgliedschaft in der EG fortschreiten würde zu denen der sinnvollen Voraussetzungen einer internationalen Gemeinschaft des Rechts, der Sicherheit und der Prosperität.» Das zumindest sollten uns die Ereignisse am Golf gelehrt haben. Nussbaumer: Bevor ich zu Gatt und OECD spreche, erlaube ich mir eine Vorbemerkung. Die CVP zählt mehrheitlich weder zu den Isolationisten noch zu den EG-Partisanen, die mit Blindheit geschlagen sind. Sie ist besorgt, dass diese gegensätzlichen Lager, die sich jetzt in diesem Land bilden, die EWR-Abstimmung gefährden und die EWR-Verhandlungen belasten könnten. Für uns ist der EWR ein Weg nach Europa, und für uns ist zurzeit der Weg das Ziel. Ich möchte an dieser Stelle den guten Unterhändlern danken, die unsere Interessen vertreten. Es ist einfach, zu kritisieren und eine dynamischere Politik zu verlangen. Es gibt in diesem Lande

etwas zu viel Dynamiker, die glauben, sie seien berufler als der Bundesrat, Aussenpolitik zu betreiben. Wenn wir den Beschluss der Sozialdemokratischen Partei, mit der EG Verhandlungen aufzunehmen, betrachten und die Protokolle der EG-Ratssitzung vom letzten Dezember lesen, dann passt das wahrscheinlich nicht so gut zusammen. Beispielsweise hat die EG beschlossen, sich näher an die Nordatlantikpakt-Organisation anzulehnen und eine gemeinsame Aus- und Sicherheitspolitik zu betreiben. Wie reimt sich dann das mit unserer nationalen Sicherheitspolitik, wie sie von Ihrer Partei betrieben wird? Nun zu den Gatt-Verhandlungen: Ich will nicht einfach kritisieren und zurückschauen. Wir sollten vielmehr nach vorne blicken. Die Forderungen der Uruguay-Runde betreffend Liberalisierung des Welthandels könnten von der Schweiz mitgetragen werden, wenn diese Ziele nicht von den mächtigen Wirtschaftsblöcken ganz willkürlich für ihre eigenen Interessen missbraucht würden. Das Gatt verlangt richtigerweise den Abbau der staatlichen Verfälschungsmassnahmen des Agrarhandels. Die USA und die Agrarexportländer der Cairns-Gruppe verstehen unter liberalem Handel Massenproduktion ohne Rücksicht auf Umwelt und Gesundheit. Den Nahrungsmittelimportländern, wie wir eines sind, wird das Recht abgesprochen, Hormonfleisch und andere die Gesundheit des Menschen gefährdende Massenprodukte vom Import fernzuhalten. Die Exportsubventionen, die auch fünf Jahre nach der Uruguay-Runde noch bezahlt werden, gefährden den ganzen Vollzug der Konferenz von Punta del Este. Sie sind der Hauptgrund, weshalb wir Schweizer unsere Nahrungsmittelleinkäufe auf dem Spotmarkt der EG tätigen und nicht mehr in der Dritten Welt. Die Schweiz als zweitbestere Kunde der EG kaufte dieses letztes Jahr für 19,5 Milliarden Franken mehr Ware ab als die EG uns. Wenn es stimmt, dass die EG nach dem Scheitern der Gatt-Verhandlungen versucht, unser Land unter Druck zu setzen und die Agrarpolitik miteinzubeziehen, mit dem Zweck, noch mehr Agrarprodukte in die Schweiz exportieren zu können, um hier die Agrarprodukte der Dritten Welt zu verdrängen, dann müssen wir uns einer solchen Politik entgegenstellen. Europa kann nicht mit einer Wirtschaftsfestung EG geschaffen werden, die sich immer stärker von der Dritten Welt abschottet. Noch ein Wort zur OECD: Erst zweimal in der Geschichte präsidiierte der schweizerische Wirtschaftsminister die OECD-Verhandlungen, so im Mai 1990. Ich bedaure, dass die Erklärungen dieser Verhandlungen derart einfach und negativ ausgefallen sind.

Politique économique extérieure 1990 256 N 5 mars 1991 Im Punkt 6 der Erklärung vom 31. Mai haben die Minister die weltweiten Dimensionen der Umweltfragen hervorgehoben. Sie sprechen von konzertierter Politik, von der Integration der Wirtschaft und der umweltpolitischen Entscheidungsprozesse unter optimaler Nutzung der Marktmechanismen, wie es im Bericht so schön heisst. Dies kaum gesagt, wird einem kräftigen Wachstum das Wort geredet. Ich stelle nun Herrn Bundesrat Delamuraz die Frage: Mache der schweizerische Vorsitzende auf diesen krassen Widerspruch zwischen kräftigem Wachstum und Umweltschutz aufmerksam? Im Sektor der Energiepolitik stellt die OECD ein sehr rasches Ansteigen des Energieverbrauchs auf dem Gebiete der Elektrizität und der Transporte fest. Wie erklären Sie sich den Widerspruch dieser Aussage zu den Untersuchungen über die Landwirtschaft, wo die gleiche OECD verlangt, dass die Agrarimportländer, denen man das Recht auf Selbstversorgung abspricht, mehr und mehr auch neuseeländische und andere Nahrungsmittel aus weiter Entfernung in die Schweiz transportieren lassen? Das kann doch mit energiepolitischen Absichtserklärungen überhaupt nicht mehr in Einklang gebracht werden. Der OECD-Bericht über die Landwirtschaft geht von der falschen Grundhaltung gegenüber allen in der Urproduktion

täti- gen Bauern und Landarbeitern der Welt aus. Von den Bauern in den Industriestaaten erwartet die OECD, dass sie auf dem freien Markt konkurrenzfähig produzieren können. Sie glaubt den Entwicklungsländern helfen zu können, indem sie densel- ben mehr Agrarexporte zubilligen möchten. Sie verschweigt aber, dass sie diese Agrarexporte fördern möchte, ohne sich darum zu kümmern, zu welchen Löhnen die Landarbeiter in der Dritten Welt produzieren und arbeiten müssen. Wenn wir das Nord-Süd-Gefälle abbauen wollen, müssen wir aufhören, den unterentwickelten Ländern nur Geburtenregelung zu pre- digen und ihnen Umschuldungsaktionen vorzuschlagen. Wir müssten dazu übergehen, diese Länder als gleichwertige Partner anzuerkennen und ihre Produkte nach den Produk- tionskosten zu bezahlen. M. Matthey: La discussion sur la politique économique exté- rieur montre qu'on aborde aujourd'hui essentiellement la question de l'Europe. Pourtant, c'est aussi l'occasion de faire le point sur la situation interne de notre économie et si la com- mission l'afait, je voudrais reprendre ici un certain nombre des positions et des sujets qui ont été examinés. On s'étonne, semble-t-il, d'un certain ralentissement. C'était en tout cas un ralentissement annoncé, notamment du fait de la récession qui existe encore actuellement aux Etats-Unis. En effet, aux Etats-Unis, ni la récession ni la faillite des caisses d'épargne n'ont attendu la guerre du Golfe, pas plus que le déficit monstrueux qui actuellement se traduit par environ 200 milliards au titre du coût de la dette, ou encore la dette pu- blique elle-même qui représente 55 pour cent du produit na- tional brut. Mais il n'y a pas que la récession ou le ralentisse- ment qui étaient annoncés. Les taux d'intérêts sont toujours élevés et le resteront encore en raison de l'influence de l'Alle- magne toute proche et des besoins internationaux de capi- taux. Le plus préoccupant à notre avis, ce sont les difficultés que nous avons à juguler l'évolution du taux d'inflation. En effet, si nous poursuivons avec le taux d'inflation que nous connais- sons, avec parallèlement un recul de la croissance économi- que, nous pourrions nous trouver dans une situation difficile, notamment sur le plan social et sur le plan de l'emploi. Nous partageons l'avis de M. Eggly lorsqu'il disait que ce n'est peut-être pas sur le plan purement conjoncturel que nous de- vons avoir les plus grands soucis mais sur celui de l'évolution structurelle. En revanche, il comprendra que nous ne soyons pas d'accord avec lui lorsqu'il parle de la déréglementation de la construction comme seule et unique possibilité pour notre économie et pour ce secteur de trouver des solutions. Il y a aussi dans ce secteur-là des problèmes stucturels - et nous pensons en particulier aux coûts de la construction ou des ter- rains et à la thésaurisation des terrains à bâtir qui sont peut- être des problèmes plus importants que la déréglementation. Toutefois, ce qui nous inquiète - car c'est peut-être là que nous avons le plus de craintes à avoir - c'est la position et le maintien à terme dans notre pays d'un secteur secondaire compétitif et moderne. L'industrie doit faire face à une concur- rence internationale extrêmement forte, non seulement en Eu- rope mais aux Etats-Unis et en Extrême-Orient, au Japon no- tamment. Elle doit procéder à des adaptations structurelles importantes d'ici 1993, elle subit en même temps un taux d'in- térêt élevé pour ses investissements et un cours du change qui freine ses exportations. D'où la question que je voudrais vous poser, Monsieur le Conseiller fédéral: est-ce qu'au sein de l'administration ou ailleurs on procède à des analyses sur chaque branche de notre industrie pour en mesurer les poten- tialités, les capacités concurrentielles, les forces et les faibles- ses, dans la perspective de 1993 afin d'en évaluer les réper- cussions sur l'emploi? Nous pensons en particulier à toutes les entreprises qui sont actuellement dépendantes des mar- chés publics et des branches qui jouissent encore de prati- ques cartellaires. Lorsqu'on parle de déréglementation, c'est peut-être dans ce secteur-là qu'un effort supplémentaire serait nécessaire. Le rapport de l'OCDE qui a été

publié l'année pas- sée mentionne de façon tout à fait claire que «la profusion des conventions conclues dans le domaine de la politique de la concurrence montre que cette concurrence est insuffisante en particulier dans certains secteurs intérieurs et que d'énormes possibilités de gain d'efficacité semblent s'offrirDes efforts plus soutenus devraient être faits en matière de déréglementa- tion; cela contribuerait incontestablement à réduire le coût de la vie actuellement élevé.» Il ne s'agit pas de la construction mais d'autres branches de l'économie. Dans ces deux sec- teurs, il est certain que nous allons être confrontés à un mar- ché international qui devrait être mieux précisé. La Suisse a déjà beaucoup perdu de ses avantages compara- tifs, je le répète. Ce n'est plus un îlot de sécurité financière, po- litique ou sociale, ce n'est même plus un exemple en matière de formation ou d'équipement. Face à la Communauté, elle perdra encore un certain nombre de ses avantages avec la réalisation du Marché unique. D'où l'inquiétude que l'on doit avoir face à l'évolution des négociations actuellement en cours entre l'AELE et la Communauté, et qui concerne tant l'une que l'autre. En effet, en ce qui concerne l'AELE, les inté- rêts et les objectifs des membres ne sont plus semblables, ni à court ni à long terme, ce qui influence leur attitude de négocia- teurs. Quant à la Communauté, son attitude face à l'AELE s'est modifiée, dans le sens d'un durcissement, en intégrant dans les discussions des secteurs qui jusqu'ici n'y figuraient pas. Incontestablement, on ressent un changement face à des can- didatures nouvelles et surtout une attitude peut-être hostile du Parlement européen. Vous l'avez dit vous-même, Monsieur le Conseiller fédéral, la Suisse ne saurait se satisfaire d'un traité qui ne serait pas un bon traité, substantiel dans son contenu, acceptable dans son processus ou les processus de décision. Mais alors, dans le cas contraire - et nous rejoignons ici les interrogations de M. Fischer-Sursee - pourrions-nous poursuivre seuls notre chemin et rester marginalisés au centre de l'Europe? Assuré- ment non. La politique bilatérale avec la Communauté euro- péenne serait-elle une autre voie? Assurément non aussi. Les liens avec la Communauté sont tels que nous serions immé- diatement satellisés et obligés de nous soumettre aux règles communautaires. Ce serait aussi refuser de partager les ob- jectifs de paix, de sécurité et de solidarité qui sont finalement les objectifs à long terme de la construction de l'Europe. Dès lors et tout en recherchant le succès de la négociation de l'Espace économique européen, ne faut-il pas d'ores et déjà déclarer que l'adhésion à la communauté ne représenterait pas les risques que l'on y voit, même si incontestablement les implications sont plus importantes que dans le traité de l'Es- pace économique européen? Certes, dans la phase actuelle, nous vous soutenons, Monsieur le Conseiller fédéral, mais nous aimerions que le Conseil fédéral ait aussi le courage de dire à l'ensemble du peuple que, s'il y a un succès ou s'il y a à terme une nouvelle possibilité de négociation pour une adhé- sion, cela représenterait pour notre pays une décision positive qui ne serait pas prise sous la contrainte, mais l'expression d'une volonté et l'expression d'un choix.

5. März 1991 N 257 Außenwirtschaftspolitik 1990 Reimann Maximilian: Dieser Aussenwirtschaftsbericht bzw. die heutige Diskussion darüber kommen zu einem sehr geeig- neten Zeitpunkt. Zu einem Zeitpunkt nämlich, wo es höchste Zeit ist, mit gewissen Vorurteilen aufzuräumen, die immer wie- der gegen unser Land in Umlauf gesetzt werden. Vorurteile, die teils böse vorgebracht werden, um unser Land im In- land wie im Ausland bewusst zu diskreditieren, oder Vorur- teile, die wider besseres Wissen gestreut werden und damit vor allem unsere eigenen Bürgerinnen und Bürger verunsi- chern, in Existenzangst stürzen, sie glauben lassen, wir lebten in einer tiefen Krise. Der Bericht zeigt nämlich in seiner Gesamtheit auf, wie stark die Schweiz einerseits in die Weltwirtschaft integriert ist und - vielleicht noch wichtiger - wie stark sie bereits in den sich for- mierenden

europäischen Binnenmarkt integriert ist. Da gibt es immer noch Leute im Lande, die nicht müde werden zu behaupten, die Schweiz mache in Isolationismus, sie fahre ein rückständiges Sonderzüglein, wurstle mit Scheuklappen im Alleingang weiter. Darauf wird der Schluss gezogen, es sei höchste Zeit, dass wir der EG beiträten oder zumindest endlich mit Beitrittsverhandlungen begännen, um nicht im Isolationismus zu verkommen und unterzugehen. Man spiegelt dem Bürger vor, unser Heil liege allein im Schosse der EG, und wer dies nicht einsehe, sei ein Ewiggestriger. Im gleichen Atemzug verweisen dann die gleichen «Euro-Euphoriker» auf die Gefahren, welche uns in einem integrierten Europa erwarten: unschweizerischer Zentralismus, Abbau der direkten Demokratie, Abbau beim Umweltschutz, 40-Tonnen-Korridor usw. Solche Worte sind doch geradezu Argumente für den EWR. Aber statt unserer Landesregierung und unseren Unterhändlern an der schwierigen EWR-Front den Rücken zu stärken, untergräbt man ihre Position. Ja, man freut sich sogar in schulleistungsmeisterlicher Manier, wenn wieder einmal ein schweizerischer Verhandlungstrumpf bachab gegangen ist. Es wäre besser, wenn wir die offizielle Politik der Landesregierung voll mittragen halfen, als stets darüber zu nörgeln und doch keine bessere Variante - um nicht zu sagen: bessere Vision - aufzeigen zu können. Die missliche Situation, wie sie von Herrn Zbinden Hans eben wieder erwähnt worden ist, ist doch zu einem grossen Teil hausgemacht. Herr Zbinden, es wäre besser, wenn Sie vermehrt auf Ihren aussenpolitisch erfahreneren Fraktionskollegen Bundi hören würden. Bei dieser Gelegenheit noch eine Bitte an den Bundesrat: Herr Bundesrat Delamuraz, es würde mich und wahrscheinlich auch einen Grossteil des Parlaments interessieren zu hören, wie der Bundesrat über die pendente Euro-Initiative im jetzigen Zeitpunkt denkt, über Sinn und Wirkung dieser Initiative. Zu einem anderen Thema: Es hat mich sehr beeindruckt, mit welcher schonungsloser Offenheit der Bundesrat die miserable Lage beschrieben hat, in welcher sich jene mitteleuropäischen Länder befinden, die von vierzig Jahren Sozialismus und Kommunismus völlig heruntergewirtschaftet worden sind. Ich verweise - Zitat - «auf den Raubbau, den die Zentralverwaltungsregimes an den natürlichen Ressourcen betreiben haben. Die Investitionen sind vernachlässigt worden, um den eigenen Bankrott zu verbergen. Die betrieblichen Strukturen sind in höchstem Masse ineffizient. Die Umweltbelastungen sind horrend.» So wörtlich zitiert die Ausführungen des Bundesrates zur desolaten Lage von Osteuropa nach vierzig Jahren Kommunismus. Mögen diejenigen hier im Rat, die diesen Zentralwirtschaftsregimes bis vor kurzem noch brüderliche Crüsse übermittelt haben, diese Worte beherzigen. Mögen sie andererseits endlich einsehen, dass die von der bürgerlichen Mehrheit in unserem Land getragene Marktwirtschaft in derselben Zeitspanne viel zum Wohl des Schweizervolks beigetragen hat. Aber will man auf der linken und linksextremen Seite dieses Gute und Positive überhaupt wahrnehmen? Ich zweifle oft daran, sonst wäre nicht aus jener Ecke das Trommelfeuer gegen unseren Staat ausgerechnet zu jenem Zeitpunkt erhöht worden, wo man auch bei uns das wahre Ausmass des sozialistischen Chaos im Osten erkannt hat. Wenn wir in unserem Land in den letzten Jahren und Jahrzehnten so viel falsch gemacht hätten, wie uns von gewissen Kreisen immer wieder vorgemacht wird, hätten wir gar nicht realisieren können, was im Aussenwirtschaftsbericht nun schwarz auf weiss festgehalten ist: z. B. die Hilfe zugunsten der Ostländer, von ehemaligen Feinden, die bis vor kurzem intensiv Wirtschaftsspionage gegen uns betrieben haben, oder die Hilfe und Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern, wo wir Kredite gesprochen haben, die sich für einen Kleinstaat mit bloss 6,7 Millionen Einwohnern wirklich sehen lassen. Abschliessend möchte ich nur hoffen, dass unser Land trotz abgeschwächter Konjunkturlage, trotz markant gestiegener

Kurzarbeit und leider wohl auch ansteigender Arbeitslosen- zahlen nicht dazu gezwungen sein wird, ausgerechnet die wirtschaftliche Zusammenarbeit mit der Dritten Welt reduzieren zu müssen. Vollmer: Ich wollte noch einen anderen Aspekt dieses Aussenwirtschaftsberichtes thematisieren. Die breite Debatte zur Integration zwingt mich jetzt aber doch noch, hierzu einige Bemerkungen zu machen. Ich finde es wenig konstruktiv, wenn sich das grosse Lager all jener, die heute anerkennen, dass wir uns mirtei- und langfristig der europäischen Integrationsdynamik gar nicht entziehen können, jetzt noch gegenseitig blockiert. Zum Beispiel in- dem Bemühungen für einen EWR gegen einen Direktbeitritt ausgespielt werden. Ich muss zwar sagen, daran ist der Bundesrat nicht ganz unschuldig. Noch in seinem letzten Integrationsbericht hat er die weiteren Integrationsbemühungen, insbesondere auch ein allfälliges EG-Beitrittsszenarium, ausschliesslich als Variante im Falle des Scheiterns der EWR-Verhandlungen dargestellt. Er hat uns diskussionsmässig dadurch eigentlich in diese Sackgasse geführt. Es ist dringend notwendig, dass das Parlament selber jetzt aus dieser Sackgasse wieder herausfindet. Ich möchte jetzt noch einige Bemerkungen zu den Aeusserungen anfügen, die vor allem von Herrn Fischer-Sursee und auch von Herrn Mühleman im Zusammenhang mit dem Europa-Manifest der Sozialdemokraten hier gemacht wurden. Man hat die SP kritisiert und ihr vorgeworfen, sie mache eine lange Liste von Vorbehalten und Anforderungen für einen Beitritt zur EG. Das Gegenteil ist wahr. Im Unterschied zum Bundesrat haben wir diese sogenannte Ausnahmeliste, diese Vorbehaltsliste, weitgehend auf zwei Bereiche reduziert, von denen wir meinen, sie seien für die Existenz der Schweiz in der heutigen politischen und gesellschaftlichen Situation unausweichlich: die Frage des Transitverkehrs und die Frage der Umweltpolitik. Was wir aber wollen, sind innenpolitische Reformen. Wir müssen unsere eigene Politik in so vielen Bereichen anpassen, damit wir gegenüber der europäischen Integrationsdynamik auch bestehen können, damit wir im Falle eines Beitritts, der unter Umständen unausweichlich sein muss und sein wird, nicht überrollt werden. In diesem innenpolitischen Bereich die Reformfähigkeit an den Tag zu legen, das ist der Tatbeweis, den dieses Parlament hier leisten müsste. Heute morgen - das ist ein Detail - bei der parlamentarischen Initiative Touristenrecht sind wir vor genau einer solchen Frage gestanden, ob wir bereit sind, innenpolitische Reformen im Hinblick auf die Europafähigkeit einzuleiten. Eine Mehrheit dieses Rates hat das klar abgelehnt. Ich meine, dass es noch und noch Bereiche gibt, in denen wir so innenpolitisch herausgefordert sind. Herr Schmid, Sie versuchten, die regionale Umweltpolitik gegen die Notwendigkeit einer europäischen Umweltpolitik auszuspielen. Glauben Sie denn im Ernst, dass es unter umweltpolitischen Zielsetzungen nicht notwendig sein wird, dass wir uns gerade europäisch zusammenschliessen und gemeinsam die grossen europäischen Umweltprobleme lösen? Glauben Sie, Herr Schmid, dass es einen Sinn macht, wenn wir in Zukunft im Sempachersee wieder baden können und gleichzeitig die Weltmeere um Europa herum absterben? Das sind doch Herausforderungen, die wir nur gemeinsam als Europäer angehen können. Ich bin überrascht, wie von grüner Seite unter dem Titel der Umweltpolitik eine regionale Abkapselungspolitik propagiert wird. Ganz kurz möchte ich noch einen anderen Bereich dieses Aussenwirtschaftsberichtes ansprechen, der noch nicht them-

Politique économique extérieure 1990 258 N 5 mars 1991 matisiert worden ist. Auf Seite 96 wird über die Wirtschaftsmassnahmen gegenüber Irak und Kuwait gesprochen. Dieser Bereich ist durch die aktuellen Ereignisse alles andere als überholt. Ich möchte mich nicht zur Uebernahme der Uno-Sanktionen äussern, das wurde bereits ausführlich getan, und es

war über alle politischen Grenzen hinweg auch unbestritten. Ich möchte die sogenannten Bemühungen zur Diskussion stellen, welche der Bundesrat zugunsten von Unternehmen eingeleitet hat - im Bericht steht «prüfen» -, welche durch den Boykott betroffen wurden. Mit dem ausdrücklichen Hinweis auf eine Aussprache in der Wirtschaftskommission ist das Bawo bekanntlich aktiv geworden und hat unter anderem die Regiebetriebe aufgefordert zu prüfen, ob sie allenfalls Boykottware übernehmen können. In diesem Zusammenhang stellt sich mir folgende Frage: Bestehen überhaupt generell ausreichende Rechtfertigungsgründe für derartige Bundesaktivitäten, nachdem die Geschäfte mit Irak nicht erst seit dem irakischen Einmarsch in Kuwait als risikoreich galten? Seit 1983 wurden im Bawo keine Irak-Geschäfte mehr ERG-versichert. Grund: das Risiko war zu hoch. Auch der Vorort hat monatelang vor dem Einmarsch vor solchen Geschäften gewarnt. Verständlich, denn es gab bereits einen anderen Golfkrieg, denjenigen zwischen Irak und Iran, und die grausame Verfolgung und Vernichtung der Kurden war seit Jahren bekannt. Nur sehr Ahnungslose würden jetzt daraus folgern, dass angesichts dieser Umstände und Risiken keine grösseren Geschäfte und Verpflichtungen eingegangen wurden. Nein, gerade diese heiklen Umstände machten es auf ihre Weise lukrativ. Da konnten überdurchschnittliche Gewinne verbucht werden, da konnte sehr viel und sehr schnell Geld verdient werden. Wer einen Blick in die Handelsstatistiken wirft, findet es auch bestätigt. Da wurde massiv geliefert und geschäftet, da wurde massiv mitgeholfen aufzurüsten. Und jetzt, wo das Risikogeschäft geplatzt ist, kommt sofort das Gerangel um staatlichen Finanzbeistand und andere Hilfsmassnahmen in vollen Gang. Es ist doch interessant, wie die sonst hier im Rat von einigen so liebevoll gepflegten Begriffe «Ordnungspolitik» und «privates Risiko» verstummen. Aber eben, wenn nach einem privatisierten Gewinn plötzlich Verluste anfallen, will man ohne Hemmungen den Staat einspringen lassen. Herr Bundesrat, sind Sie nicht auch der Meinung, dass jegliche Hilfeleistung und allfällige Unterstützungen nur nach einer schonungslosen und vollumfänglichen Aufdeckung auch der früheren Geschäftstätigkeiten, bei welchen man überdurchschnittliche Gewinne realisieren konnte, erfolgen dürfen? Allenspach: Der Aussenwirtschaftsbericht lässt bestehende Unsicherheiten über die konjunkturellen Aussichten der Schweiz deutlich erkennen. Es wäre verhängnisvoll, wenn Bundesrat und Parlament so täten, als gäbe es diese Verunsicherung nicht. Es kann nicht in Abrede gestellt werden, dass der Höhepunkt der wirtschaftlichen Dynamik überschritten ist. Der Konkurrenzkampf ist härter geworden. Betriebliche Restrukturierungen, verbunden mit Personalabbau, müssen immer häufiger in die Wege geleitet werden. Die Teuerungsrate der Schweiz ist höher als in anderen für uns wichtigen Industriestaaten. Dieser Teuerungsbekämpfung muss vermehrt Beachtung geschenkt werden. Wir haben allzu lange diese Aufgabe bequem und gerne der Geldpolitik der Nationalbank überlassen. Wir haben die Nationalbank dafür auch kritisiert. Wir haben gleichzeitig die Teuerung durch unsere eigenen Beschlüsse und durch unser eigenes Verhalten in diesem Saale mit angeheizt. Die Teuerung der Schweiz ist hausgemacht. Welche Strategien sieht nun das Parlament zur Teuerungsbekämpfung vor, welche Massnahmen plant der Bundesrat? Diese Frage ist gestellt und muss beantwortet werden. Dabei müssen wir uns bewusst sein, dass eine Teuerung nicht mit Subventionen, Preiskontrollen oder Sozialzulagen bekämpft werden kann. Wettbewerb, Leistungssteigerung, Kostenkontrolle und Produktivität werden entscheidende Schlüsselgrössen sein. Alles andere wäre Augenschwärze oder Schwarz-Peter-Spiel. Vor Jahresfrist habe ich darauf hingewiesen, dass ein EWR ohne jedes Mitspracherecht bei der Ausgestaltung des künftigen EWR-Rechtes, dem auch wir

unterworfen würden, wohl die schlechteste aller Optionen wäre, weil wir dann die Pflichten, nicht aber die Rechte eines EG-Mitgliedes hätten. Anzeichen deuten darauf hin, dass dieser ungünstigste Fall eintreten könnte. Der Bundesrat muss die Kraft und auch die Unterstützung des Parlamentes haben, um die Position der Schweiz entsprechend seinen früheren Grundsatzklärungen hartnäckig zu vertreten. Er muss aber auch den Mut haben, ein Vertragswerk abzulehnen, das den vitalen politischen und wirtschaftlichen Strukturen und Interessen unseres Landes widerspricht. Ursprünglich beabsichtigte der Bundesrat, pragmatisch, teils bilateral, teils multilateral, über die Hindernisse im grenzüberschreitenden Verkehr zu verhandeln. Der EG-Kommissionspräsident zwang der Efta ein anderes Verhandlungskonzept auf. Er sagte, die Efta müsse mit einer einzigen Stimme verhandeln, um einen aus EG und Efta gemeinsam gebildeten EWR begründen zu können. Die Schweiz hat damals gezögert, auf dieses Verhandlungskonzept einzutreten, und hat herbe Kritik - auch in unserem Lande und von unseren Medien - geerntet. Heute zeigt es sich, dass dieses Zögern berechtigt war. Denn seitens der EG-Kommission sind sukzessive die meisten Zusicherungen, die damals abgegeben worden sind, wieder zurückgenommen worden. Von einer gemeinsam bestimmten «Möblierung» eines Europäischen Wirtschaftsraumes ist nicht mehr die Rede. Wenn wir der EG einen Blankocheck bezüglich der im EWR geltenden Rechtsordnung ausstellen müssten, dann hätte ein solcher Vertrag in einer Volksabstimmung wohl wenig Chancen. Ist der Bundesrat bereit, neben der Option EWR auch die Situation des Status quo, die mindestens während Jahren die wahrscheinlichste Situation sein wird, aufzudatieren und vorzubereiten? Wir müssen auch die Rolle der Efta neu überdenken. Ursprünglich hat nur Oesterreich für einen EG-Beitritt optiert und im EWR-Vertrag lediglich eine Uebergangslösung zum Vollbeitritt gesehen. Inzwischen hat aber die Zahl der beitrittswilligen Efta-Staaten zugenommen. Zwischen den beitrittswilligen Efta-Staaten und jenen, bei denen ein integraler EG-Beitritt auf absehbare Zeit nicht in Frage kommt, bestehen naturgemäss Interessenunterschiede. Kann die Efta auf Dauer diese Interessenunterschiede, diese Divergenzen überbrücken? Damit ist auch die Frage nach der Weiterentwicklung der Efta gestellt. M. Maître: Les deux grands dossiers qui dominant la politique économique extérieure de notre pays, le GATT et l'Espace économique européen, sont, sur un certain nombre de points, incontestablement liés. Quelques réflexions à propos du GATT: tout d'abord, il faut reconnaître que cette négociation difficile a de quoi surprendre: certains acteurs en tout cas se comportent un peu comme les personnages des pièces de Marivaux. Tous les ingrédients y sont réunis. D'abord, on jure de sa bonne foi, de sa volonté d'aboutir; on dit ensuite à tel interlocuteur la moitié de ses intentions et au second l'autre moitié de ses intentions; et on affirme bien entendu aux deux que l'on a tout dit alors qu'il y a une assez lourde arrière-pensée, en forme de demi-vérité. C'est ce qui explique que des partenaires à cette négociation prônent, drapeau en main, le libre-échange et, simultanément, défendent des bastions protectionnistes. Les résultats enregistrés à ce jour - si l'on peut dire ainsi - montrent que l'avenir de cette négociation difficile est extrêmement préoccupant. Or, cette négociation est fondamentale pour notre pays parce que la Suisse a besoin de pouvoir s'exprimer sur des marchés ouverts, faute de disposer d'un marché intérieur suffisamment dimensionné pour faire vivre notre économie. Cette aptitude de la Suisse à se placer valablement sur les marchés extérieurs est tout simplement vitale. Il y aura pour cela, bien entendu, un prix à payer et certaines de nos structures devront être adaptées. Il faut également dire que si le commerce mondial ne gagne pas plus en cohérence, les victimes absolues seront celles qui sont dans la position la plus faible, une fois encore, c'est-à-dire en particulier les pays en

développement. On ne voit en effet

5. März 1991 N 259 Aussenwirtschaftspolitik 1990 pas, pour prendre un débat que nous aurons dans quelques instants dans cette salle, comment tenir des plans de désendettement si les pays créanciers sont eux-mêmes dans les mailles de marchés bloqués. Le dossier du GATT est lié sur certains points, on l'a vu, aux dossiers de l'Espace économique européen et les difficultés de l'Uruguay-Round ont rejailli sur la négociation EEE. Ces dossiers sont liés sur le plan politique économique et ils mettent notre pays au coeur d'un problème que nous avons constamment à avoir présent à l'esprit. L'Europe est pour nous une nécessité incontournable sur le plan culturel, politique et économique. Sur le plan économique, stricto sensu, l'Europe est nécessaire mais n'est pas suffisante. Nous savons qu'en réalité - et il n'est pas prétentieux de l'affirmer - c'est l'ensemble des pays de la planète qui constitue les marchés actuels et potentiels de nos entreprises. Pour des raisons de stabilité et de compétitivité, notre pays travaille à juste titre à la diversification de son économie. Ce serait absurde d'avoir une économie diversifiée si les marchés eux-mêmes ne sont pas susceptibles d'être diversifiés. L'Espace économique européen a engagé un travail énorme et notre pays peut s'enorgueillir d'être l'un des acteurs les plus présents dans cette négociation. L'EEE est à certains égards nécessaire, quoiqu'il advienne. Face à une forme de pessimisme qui entoure la négociation, le Conseil fédéral se trouve aujourd'hui dans une position délicate. Je crois qu'il faut le dire très clairement: la difficulté du Conseil fédéral vient - et c'est un euphémisme, Monsieur Delamuraz - de l'extrême réserve du Conseil fédéral sur le plus long terme. A court terme, l'Espace économique européen est utile. Rares sont ceux qui pensent que l'EEE est la solution à l'exclusion de toute autre qui s'imposerait sur le long terme. L'EEE, s'il réussit, est donc destiné, qu'on le veuille ou non, à assurer une forme de phase transitoire. Or, à part quelques myopes, personne ne croit sérieusement au caractère viable à long terme de l'option «Alleingang». Il en résulte bien que si l'Espace économique européen est une transition, il est donc une forme transitoire d'intégration européenne vers une option qui, un jour, sera celle de l'adhésion. Il est aujourd'hui, me semble-t-il, nécessaire que le Conseil fédéral trouve les voies appropriées pour sortir de cette pudeur politique qui consiste à ne plus oser dire ce qu'il veut. Un bon traité sur l'Espace économique européen est indispensable. C'est un passage adéquat pour digérer un acquis communautaire dont on mesure bien la complexité. L'Espace économique européen, pour nécessaire qu'il soit, n'est à long terme certainement pas suffisant, et nous pouvons dire qu'il est aujourd'hui temps de mettre cette négociation dans une véritable perspective politique et économique plus précise. Il est temps de créer, dans ce pays, les conditions politiques et psychologiques qui permettront, le moment venu, de décider de rejoindre la Communauté.

Jaeger: Es ist hier eine véritable Integrationsdebatte geführt worden, die an sich in dieser Form gar nicht vorgesehen war. Was nicht erstaunt, ist die Tatsache, dass in dieser Debatte, von jenen Kreisen, die eher eine vorsichtige Haltung bezüglich der EG und einer schweizerischen Integrationspolitik einnehmen, die gleichen Argumente kommen, die wir kürzlich im Rahmen der Behandlung der parlamentarischen Initiative für einen EG-Beitritt in der Kommission für auswärtige Angelegenheiten vernehmen durften. Es sind die gleichen Argumente. Sie werden aber dadurch, dass sie immer wiederholt werden, nicht besser und vor allem nicht fortschrittlicher, nicht weitsichtiger. Das ist das Wesentliche. Zum einen wird gesagt, diese Bemühungen oder Vorstellungen in Richtung einer Beitrittsstrategie würden die Position des Bundesrates schwächen. Ich möchte hier deutlich erklären - auch im Namen all jener, die diese Initiative miterarbeitet und unterschrieben haben; es sind von allen Fraktionen einige prominente Leute dabei -, dass es nicht unser

Wille ist, die bundesrätliche Position zu schwächen. Herr Mühlemann, es liegt keine Schwächung der bundesrätlichen Position vor. Es ist absurd, so etwas zu sagen. Die Schweden und die Norweger wollen ebenfalls beitreten. Damit haben sie die Position ihrer Regierungen in den EWR-Verhandlungen überhaupt nicht geschwächt, im Gegenteil. Es ist wichtig, dass parallel darüber nachgedacht wird, was gemacht werden kann, wenn die EWR-Verhandlungen - was wir ja alle nicht hoffen - scheitern würden. Damit sind wir beim zweiten Vorwurf, der Verwirrung. Es kann doch nicht von Verwirrung gesprochen werden, wenn hier auch die dritte Möglichkeit, nämlich das parallele Nachdenken über den Beitritt, artikuliert wird. Eine Mehrheit des Schweizer Volkes sieht gemäss Umfragen auch einem Beitritt positiv entgegen. Ich kann nicht verstehen, dass man in diesem Parlament und in der Kommission für auswärtige Angelegenheiten, die sich ja mit Aussenpolitik befassen müssten, über das Thema Beitritt nicht nachdenken, nicht darüber diskutieren und entscheiden will. Man hat die Initiative hier ohne Diskussion behandeln wollen, sozusagen im schriftlichen Verfahren. Ich finde das - milde ausgedrückt - mehr als schäbig. Diese Frage darf nicht tabuisiert, sondern muss öffentlich debattiert werden können. Herr Maximilian Reimann sagt, wir hätten keine konstruktive Alternative. Wenn die Beitrittsverhandlungen, wenn die EWR-Verhandlungen scheitern oder nicht so herauskommen sollten, wie wir es gerne hätten, dann ist die Beitrittsstrategie die einzige Alternative. Der Alleingang kommt nicht in Frage, das hat auch schon der Bundesrat erklärt. Es bleibt als einzige Strategie die Frage des Beitritts; das heisst noch nicht, dass wir dann auch gleich beitreten, sondern es geht nur darum, zu überlegen und abzuklären, unter welchen Bedingungen unser Land beitreten, wie es sich auf dieser Schiene Europa nähern könnte. Ich möchte auch an die Sozialdemokraten appellieren, die der Initiative in der Kommission leider auch nicht zugestimmt haben, dies noch nachzuholen. Sie können natürlich nicht am Parteitag - zwar mit einigen Wenn und Aber - ein EG-Manifest beschliessen und, wenn es ganz konkret um die Frage geht, ob man jetzt Beitrittsverhandlungen eröffnen soll, dann doch nicht mitmachen. Das geht nicht. Ich bitte Sie also, Ihre Position zu überdenken und ganz klar - auch hier - dann in der betreffenden Debatte Stellung zu beziehen. Zum Schluss noch zur ökologischen Frage. Die Grünen - Herr Schmid hat für die Grünen gesprochen - kommen immer wieder mit dem Einwand, die Oekologie sei in der EG ein Stiefkind. Das stimmt nicht. Es gibt auch in der EG sehr viele Kreise und Bewegungen, die die ökologischen Probleme erkennen, und diese Kreise müssen wir unterstützen. Es gibt in der EG Ansätze zu einer grenzüberschreitenden Umweltpolitik, die auch für die Schweiz durchaus sogar Vorbildcharakter haben kann. Es gibt auch Bewegungen, die dem Zentralismus entgegenwirken. Auch hier kann die Schweiz sehr Wesentliches dazu beitragen, Föderalismus, Demokratie und Oekologie vermehrt in der EG zum Tragen zu bringen. Das ist unsere Aufgabe, das ist eine klare Linie, und - Herr Reimann - das ist auch eine klare, konstruktive Alternative als Ausfluss unserer Politik. Wir bitten den Bundesrat, diese Gedanken aufzunehmen und sich - auch mit Blick auf die Nach-EWR-Aera - dafür einzusetzen; denn der EWR, das ist ganz klar, wird nur eine Durchgangsstation sein. Der nächste Schritt wird der Prozess des Beitritts sein, und wir kommen um diese Frage nicht herum. Wanner: Ich beziehe mich im wesentlichen auf den Bereich der Gatt-Verhandlungen. Ich bin überzeugt - vielleicht im Gegensatz zu anderen Votanten -, dass unsere Volkswirtschaft den Erfolg der Gatt-Verhandlungen braucht, aber selbstverständlich nicht um jeden Preis. Aber wir müssen davon ausgehen, dass es in unserem Land nur eine Volkswirtschaft gibt, auf deren Funktionieren nicht zuletzt auch die Landwirtschaft angewiesen ist. Es wird massgebend sein - in bezug auf die

Ausrichtung einer kommenden Agrarpolitik -, ob unsere Wirtschaft und damit wir alle auch in der Lage sind, diese zu finanzieren. Ich bin überzeugt, dass es weniger eine Rolle spielt, wie schlussendlich das Ergebnis der Gatt-Runde aussieht, ob wir einen EWR-Vertrag erreichen, der die gesetzten Ziele einiger-, massen einzuhalten imstande ist, oder ob wir zu einem späte-

Politique économique extérieure 1990 260 N 5 mars 1991 ren Zeitpunkt-allerfallsunter gewissen Bedingungen -sogar der EG beitreten werden, wenn es darum geht, die Frage nach der Zukunft unseres Landes zu beantworten. Viel bedeutender ist die Frage, wie es um die interne Abstüt- zung, vor allem im politischen Bereich, um die Agrarpolitik, be- stellt ist. Ich bin darum froh, dass sich der Bundesrat nun nach längerem Zögern durchgerungen hat, eine Vorlage zur Revi- sion des Landwirtschaftsgesetzes - mit dem Ziel der Ausrich- tung von Direktzahlungen - in die Vernehmlassung zu schicken. Ich glaube, das ist mit ein Weg zur kommenden Aus- richtung unserer Agrarpolitik, die Gatt-konform und allenfalls auch EWR- oder EG-verträglich sein muss. Bestürzt oder mindestens sehr überrascht hat mich allerdings, als ich den Bericht über die Aussenhandelspolitik las, auf Sei- te 61 festzustellen - unter dem Titel «Handelsbezogene As- pekte des geistigen Eigentums» -, dass offenbar im Verlauf der Uruguay-Runde in diesem Bereich nur noch Erfindungen von der Patentierbarkeit ausgeschlossen werden sollen, de- ren Publikation und Ausnützung die menschliche Würde ver- letzen oder gegen die guten Sitten verstossen. Damit begeben sich der Bundesrat und unsere Verhandlungsdelegation beim Gatt ganz klar in Gegensatz und in Widerspruch zum gelten- den Recht. Natürlich wird man jetzt argumentieren, man sei im Moment im Begriff, das Patentgesetz zu revidieren öderes neu auszugestalten. Das ist tatsächlich der Fall. Aber es kann die- sem Parlament nicht gleichgültig sein, ob sich - wie erwähnt - der Bundesrat oder die Verhandlungsdelegation in Wider- spruch zum geltenden Recht begeben oder allenfalls von der Option eines möglichen Umbaus des Patentrechtes im Ver- laufe der parlamentarischen Beratungen ausgehen. Da muss ich Ihnen nun schon sagen, dass wir uns damit zu befassen haben. Ich gehöre selbst der Kommission Patentrechtsrevi- sion an. Es gibt dort verschiedene Kommissionsmitglieder - und vermutlich auch einen guten Teil dieses Parlamentes -, die beispielsweise dagegen sind, dass Pflanzen und Tiere pa- tentierbar erklärt werden. Ich glaube, es kann nicht die Art und Weise einer tragfähigen Politik sein, dass man bereits jetzt geltendes Recht umgeht oder klar dagegen verstösst und davon ausgeht, allenfalls würde dann das Parlament nachvollziehen, was man vorher an internationalen Verhandlungen vereinbart hat. Ich glaube, so kann das nicht gehen. Ich wäre sehr froh, wenn Herr Bundesrat Delamuraz hierzu Stellung nehmen würde. Herzog: Ich möchte zwar nicht zu Europa sprechen, aber trotz allem eine kleine Bemerkung an Peter Schmid: Es ist eine Illusion zu glauben, dass ökologische Probleme, die multina- tional entstehen, lediglich regional lösbar sind. Wir meinen, es ist genau umgekehrt. Oekologische Konzepte sind innenpoli- tisch auf regionaler Ebene nur dann durchsetzbar, wenn man in den Zentren der Diskurse dabei ist. Die Europapolitik hat eben jene Dialektik, die fähig wird, das Konzept der «vier Frei- heiten» für innenpolitische Reformen auch mitzubenuetzen. Nun aber zu einem anderen Thema, nämlich zum Bericht des Bundesrates über die Handelsbeziehungen mit der Dritten Welt. Kern dieses Vorstosses der Hilfswerke ist eine Petition aus dem Jahre 1986; darauf folgte ein Postulat der Petitions- kommission. Ziel der Hilfswerke ist, die karitative Entwick- lungshilfe und Notprojekte zu ergänzen, und zwar dahinge- hend zu ergänzen, dass eine wirtschaftspolitische Basis für den Alltag und für eine Neue Weltordnung vorbereitet wird, die insofern ihren Namen verdient, als sie anstelle einer neuen He-

gemonie unter einseitiger Führung der Industriestaaten ein subtileres, ausbalancierteres Weltwirtschafts-Ordnungs- und auch -Sicherheitssystem anstrebt, das sowohl den vorhandenen Konfliktpotentialen begegnen kann als auch eine gleichberechtigte Teilnahme aller Länder am Welthandel ermöglicht. Unter diesem Aspekt betrachten wir den Bericht des Bundesrates als enttäuschend. Zunächst: Er beschreibt kein neues Konzept für den internationalen Handel. Er formuliert insbesondere keinen neuen politischen Willen zur Verbesserung der Handelsbeziehungen mit den Entwicklungsländern, und zwar den politischen Willen in concreto. Hierzu einige Feststellungen: 1. Schwächung der am wenigsten entwickelten Länder: Der Bundesrat stellt zu Recht fest, dass die schwache Aussenhandelsposition dieser Länder 0,7 Prozent der weltweiten Importe und 0,3 Prozent der Exporte beträgt, obwohl ihr Anteil an der Weltbevölkerung enorm viel grösser ist. Im schweizerischen Aussenhandel sind diese Länder sogar nur mit 0,1 Prozent vertreten. Der Bundesrat schliesst daraus, es bestehe halt eine direkte Korrelation zwischen Handel und Entwicklung. Wir müssen feststellen, dass ein klarer Misserfolg der bisherigen handelspolitischen Entwicklungsstrategien besteht. «Liberalisierung» als einziges Stichwort ist hier ungenügend. 2. Fehlschläge der internationalen Rohstoffabkommen: Das Rezept war, dass die Produzenten in den Entwicklungsländern ihr Angebot kontrollieren müssen, hingegen bei der Preisentwicklung nichts sagen oder diese nicht beeinflussen können. Der Bundesrat übersieht hier die Verschlechterung der Austauschverhältnisse. Gewisse Entwicklungsländer mussten innerhalb bestimmter Zeitabläufe viel mehr exportieren, damit sie z. B. die gleiche schweizerische Lokomotive kaufen konnten. Auch hier nützt das Zauberwort «Liberalisierung» nichts und bleibt lediglich ein theoretischer Begriff, jedoch keine praktische Lösung. 3. Protektionismus von privaten multinationalen Betrieben: Der Bundesrat spricht im Bericht leider nicht über den Uno-Kodex für die multinationalen Betriebe. Merkwürdigerweise wird hier dann der Liberalismus ausgeblendet. Soll das ein Liberalismus von Fall zu Fall sein? Es geht darum, dass multinationale Unternehmen weltweit nicht den Markt zu ihren Gunsten und zuungunsten der Entwicklungsländer behindern. 4. Exportrisikogarantie: 80 Prozent der Garantien gehen auf Drittweltexporte. Angesichts dieser Gewichtung müssen die Garantien eben multifunktional -wie der Bundesrat zu Recht betont - gemäss Aussenpolitikprinzipien gesichert werden. Die vorhandene Gesetzesgrundlage scheint uns ungenügend. Zusammenfassend: Der Bundesrat formuliert in seinem Bericht - vor allem in seiner Einleitung - einige positive Passagen, insbesondere dort, wo er dem Ausbau und der Stärkung der multilateralen Regeln die höchste Priorität einräumen möchte. Nun ist es nicht so, dass die multilateralen Regeln bei den Gatt-Verhandlungen lediglich in der Landwirtschaft zu gelten haben, sondern auch innerhalb der generellen Entwicklungspolitik. Es ist also so, dass wir vom Bundesrat ein Konzept für eine Handelsbeziehung mit der Dritten Welt wünschen, in dem die Möglichkeit der Bevorzugung für Exporteure und Produkte vorgesehen wird, um den sozialen und ökologischen Kriterien gerecht zu werden. Wir bitten den Bundesrat, dieses Konzept zu entwerfen und auch zu befolgen. M. Berger: Il est heureux que le débat sur ce rapport de politique économique ait été élargi. L'importance que revêt aujourd'hui toute notre politique économique avec l'extérieur lui donne une dimension très particulière. Je profite d'ailleurs en préambule de remercier le Conseil fédéral de l'engagement qu'il manifeste pour assurer la place de notre pays au sein d'une Europe en pleine mutation. Divisés en deux blocs il y a peu de temps encore et durant plus de 40 ans, les pays de l'Est et de l'Ouest se retrouvent non plus comme des chiens de faïence, mais devant l'impérieuse nécessité de

collaborer et de s'ouvrir les uns aux autres. Aussi, en premier lieu, je me permets de faire un parallèle avec l'importance et l'exemple que joue aujourd'hui le Conseil de l'Europe pour faciliter l'accès et le dialogue avec les pays à la recherche de la voie démocratique. L'adhésion à cette institution faîtière européenne exige des engagements minimaux certes, mais permet surtout à chaque Etat une approche progressive en fonction de sa situation intérieure. Sur le plan de nos relations économiques, l'Espace économique européen est sans nul doute la voie privilégiée pour un rapprochement de l'ensemble des Etats européens, pour notre pays de toute évidence, mais pour d'autres aussi. Si j'ai évoqué la procédure d'adhésion au Conseil de l'Europe, il me paraît de toute nécessité, sur un point important, que le

5. März 1991 N 261 Aussenwirtschaftspolitik 1990 processus de construction de l'Espace économique européen permette, tant aux Etats membres de l'AELE et de la CE qu'aux autres pays, d'être en mesure de bénéficier non seulement de dispositions transitoires mais également de dérogations particulières. Ce principe devrait être admis, non seulement pour régler notre problème des 40 tonnes, mais davantage pour faciliter l'accès à tous les pays européens qui se réclament des principes de l'économie de marché. Un régime trop rigide risquerait en définitive de nous trouver divisés en deux nouveaux blocs européens distincts. , Aussi invitons-nous le Conseil fédéral à poursuivre inlassablement son engagement pour un Espace économique européen bien structuré et ouvert à tous les pays, même pour ceux chargés de certaines contraintes spécifiques. L'Espace économique européen est la voie politique la plus souple pour la Suisse, mais également pour d'autres pays. Certes, nous n'apporterons pas notre contribution à la construction de la maison européenne si nous ne nous préoccupons que de nos intérêts. La réciprocité est de mise dans ce domaine. N'oublions pas que nous ne sommes pas le seul pays à devoir sauvegarder un fondement constitutionnel. D'autres Etats se trouvent en situation identique. En résumé, j'engage le Conseil fédéral à poursuivre son action pour la construction d'un Espace économique européen qui nous offre une chance, dans des délais pas trop éloignés, de consolider nos rapports avec nos voisins, mais aussi à chaque Etat d'être en mesure de jouer la carte de la cohésion européenne, et cela tout en préservant ses spécificités. Au sujet des négociations du GATT, je ne puis qu'encourager nos négociateurs à trouver, voire à établir des règles pour les marchés agricoles notamment. Les difficultés de régulation des excédents devant lesquelles sont placés la plupart des pays européens, particulièrement de la Communauté, seront un frein certain au processus de réalisation de l'Espace économique européen si, une fois pour toutes, une réglementation des marchés agricoles mondiaux n'est pas mise en place dans les meilleurs délais. Cependant, si cette réglementation est nécessaire, je relève tout de même que, si les Etats eux-mêmes ne mettent pas fin au processus de soutien à leur marché agricole, je ne me fais aucune illusion sur l'efficacité des mesures qui pourraient être prises. En terminant, je remercie le Conseil fédéral et toute notre diplomatie de l'effort qu'ils manifestent afin de mettre en place un bon accord sur l'Espace économique européen accessible à chaque Etat européen ainsi qu'une réglementation accélérée dans le cadre du GATT afin d'éviter que des conflits économiques ne surgissent prochainement. Frau Segmüller: Wenn ich diese Debatte Revue passieren lasse, dann stelle ich Verschiedenes fest: Niemand verteidigt hier ernsthaft einen Alleingang, und die Efta ist heute längst nicht mehr, was sie noch 1989 war. Aber, Herr Jaeger, es stimmt auch nicht, dass die Kommission für auswärtige Angelegenheiten Ihre Initiative ohne Diskussion vom Tisch gewischt hätte. Vielmehr stimmt, dass die Mehrheit der Parteien sich übereinstimmend darin einig war, es gelte jetzt, sich auf die

Unterstützung des Bundesrates für die EWR-Verhandlungen zu konzentrieren und nicht mit dem Liebäugeln mit einem EG-Beitritts-gesuch Zweideutigkeiten aufkommen zu lassen. Diese Haltung haben die Bundesratsparteien anlässlich der von-Wattenwyl-Gespräche ganz deutlich zum Ausdruck ge-bracht. Aber nun zu ein paar weiteren Gedanken, bezogen auf die Schweiz und Europa: Wenn es zutrifft, dass der Bundesrat, wie es aus dem Bericht von 1988 und demjenigen vom November 1990 hervorgeht, in seiner Haltung zu Europa einen langen Weg gemacht hat, so trifft dies noch viel mehr auf unser Parla- ment zu. Kein Wunder, wenn die Kommissionen im Rahmen der Diskussionen um die Parlamentsreform in aussenpoliti- schen Belangen mehr Mitsprache fordern. Ein Unbehagen ist heute auch ganz deutlich zum Ausdruck gekommen, dass der Aussenminister bei dieser Debatte nicht dabei ist und dass wir uns selber mit Redebeschränkungen den Mund verschlies- sen. Zur Rolle der Parteien: Alle Parteien haben im Verlauf des letz- ten Jahres Position bezogen. Die CVP hat dies im Mai getan. Ganz klar kam zum Ausdruck, dass ein Alleingang ausser Dis- kussion steht, dass ein EWR Priorität hat, aber dass wir für ei- nen Weg nach Europa offen sind. Die SP, die sich jetzt die Fe- der an den Hut steckt, hat sich diesbezüglich praktisch zuletzt geäussert; dies gilt es auch festzuhalten. EWR-Verhandlungen: Sie sind hart, und für uns besonders hart. Das liegt an uns, denn wir haben es ja nötig, uns zu häu- ten, und das ist schmerzhaft. Diese Einsicht, dass wir einige Bereiche auf jeden Fall ändern müssen, gewinnen wir nun langsam. Die CVP ist der Meinung, dass es nicht weise wäre, dem Stimmbürger in einem Paket 1400 Rechtserlasse vorzule- gen. Gross wäre die Gefahr eines Scheiterns auch, wie es in diesen Tagen zum Ausdruck kam, bei einer Delegation von Kompetenzen an das Parlament - also durch Ausschluss des Referendums - oder sogar vom Parlament weg an den Bun- desrat. Wir vertreten die Ansicht, dass der Bundesrat in denjenigen Bereichen, die so oder anders geändert werden müssen, Pa- kete schnürt und sie dem Parlament und dem Volk bald vor- legt. Ich denke dabei an die notwendige Ueberprüfung der Ausländerpolitik, d. h. Abschaffung des Saisoniersstatuts. Ich meine auch die Ueberprüfung der Lex Friedrich und nicht zuletzt den Einbezug der flankierenden Massnahmen, die So- zialpolitik oder- wenn Sie auch hier ein Stichwort wollen - den besseren Schutz der Mutterschaft. Wer heute von EG spricht - so scheint mir -, übersieht die tie- fere Dimension, die dahintersteckt. EG als Alternative beim Scheitern eines EWR - das ist zu kurz gegriffen. Vergessen wir nicht, dass die Ministerkonferenz im letzten Dezember ihren Willen ganz klar statuiert hat, die EG zu vertiefen; d. h. Wäh- rungsunion, Politische Union. Die EG will sich auf den Weg zum Bundesstaat Europa machen. Diese EG der Zukunft ha- ben wir im Visier zu behalten, wenn wir mit dem EG-Beitritt lieb- äugeln. Und da vertrete ich die Meinung: Wir dürfen nicht warten, son- dern sollten jetzt Pakete schnüren und unser Haus revidieren, wo es unerlässlich ist. Wir wissen es, wir brauchen nicht auf ein allfälliges Scheitern von EWR-Verhandlungen zu warten. Wir wissen selber am besten, wo Renovationen dringend sind. Es gilt, die Dimension EG viel gründlicher und grundsätzlicher zu überprüfen, als das bis heute geschah. Wollen wir Mitglied sein eines künftigen Bundesstaates Europa im Jahr 3000? Sind wir reif, diesen Entscheid bezüglich Neutralität, Födera- lismus, direkter Demokratie zu fällen? Eine EG der Zukunft hat sich auf die Fahne geschrieben: Föderalismus und Prinzip der Subsidiarität. Worte, Begriffe, die uns entgegenkommen. Da- her denke ich: Wir müssen parallel auf drei Ebenen weiterar- beiten. 1. EWR als Nahziel: Mit allem Nachdruck den Bundesrat und seine Verhandlungsdelegation unterstützen. 2. Uns auseinandersetzen mit den grundsätzlichen Optionen und Zielen der EG selber, d. h. der Politischen Union und der Währungsunion. 3. Unser Haus jetzt und hier in Ordnung bringen, unabhängig vom Stand der Verhandlungen

und unabhängig von unserem künftigen Status. Diesen Mut des parallelen Vorgehens auf drei Ebenen wünsche ich uns und dem Bundesrat. Mme Gardiol: Dans le cadre de cette discussion, il me semble important de dire clairement que les Ecologistes ne sont pas du tout séduits par les thèses isolationnistes, ils ne sont pas repliés sur eux-mêmes, ils souhaitent une intégration et veulent y travailler. Ils s'engagent à construire cette Europe pacifique, démocratique, fédéraliste, respectueuse de l'environnement et de la diversité. D'ailleurs, Européens nous le sommes déjà, sauf au sens usurpé de «membres de la Communauté». Dans leur recherche européenne, les Ecologistes, en lien étroit avec tous les Verts de notre continent, cherchent à mettre en valeur l'autonomie régionale, la décentralisation et l'identité culturelle, conformément à notre adage qui dit: «Penser globalement et agir localement». MM. Vollmer et Herczog semblent ne pas vouloir voir les handicaps majeurs sur le plan de l'environnement que fait courir la centralisation. Les Ecolo-

Politique économique extérieure 1990 262 N 5 mars 1991 gistes s'engagent pour une participation aussi plus intensive au sein du Conseil de l'Europe. Ce dernier ne doit pas être sous-estimé et le Parti écologiste apprécie les priorités de ce conseil: justice, environnement, pouvoirs locaux, culture, etc., et il mise donc sur ce conseil. Bref, nous ne sommes pas de frieux isolationnistes, nous ne craignons pas les courants d'air ni les courants d'idées. D'autre part, les Ecologistes ne se laissent pas hypnotiser par le nouveau «machin» de Bruxelles. Ils ne sont pas prêts à échanger la démocratie directe et les droits populaires, la protection de l'environnement ou les limitations indispensables aux transports contre la centralisation, le gigantisme ou l'uniformisation. Mais, Monsieur le Conseil fédéral, la Suisse peut-elle continuer à vouloir un accord sur l'Espace économique européen sans lâcher du lest au vu des exigences communautaires de plus en plus dures? Le Conseil fédéral a-t-il fixé une barre en dessous de laquelle il n'ira pas? Les principes de la codécision et de la participation aux discussions à dix-neuf sont-ils intouchables? La machine s'accélère, peut-être s'est-elle emballée, et l'on sent même flotter un vent de panique face aux 1400 actes à reprendre, aux 60 lois à modifier, à leurs implications au niveau cantonal. Qu'en est-il du calendrier, Monsieur le Conseiller fédéral? Rêve-t-on vraiment en votre sein de créer un euro-droit d'urgence, puisque le tempo qu'on nous impose n'est pas compatible avec notre système juridique? Au stade actuel, les Ecologistes refusent de sacrifier les trésors acquis au fil des décennies et des siècles au nom de la sacro-sainte croissance économique, de notre croissance de riches, au détriment du reste de la planète. En effet, les Ecologistes ne se contentent pas de visions euphoriques au niveau du continent européen, ils se soucient de toute la planète de plus en plus petite, de plus en plus peuplée, de plus en plus délabrée, de plus en plus inégale. Cela m'amène au rapport sur la politique économique extérieure et à notre déception quant à la réponse à la pétition pour un commerce équitable avec le tiers monde. Je dirai aussi mon étonnement au silence quasi total de ce thème dans cette salle aujourd'hui. Il semble évident que le tiers monde ne fait pas le poids face à la Communauté européenne ou à l'Espace économique européen. Le rapport dont je viens de parler nous apprend que nos échanges avec les pays en voie de développement sont en régression et que les flux commerciaux continuent à être positifs vers la Suisse. On conclut pudiquement dans le rapport qu'il y a un lien entre commerce et développement. Mais que propose-t-on? Toujours les mêmes recettes dont on vient de constater qu'elles n'apportent pas de solution aux problèmes. On ne remet pas en question les pratiques, on ne cherche pas à définir les causes responsables de ce mauvais fonctionnement. Ne pourrait-on pas imaginer de nouvelles règles pour un commerce

équitable avec le tiers monde en lieu et place de ce libre-échange pur et dur qui est inappliquable lorsque les conditions sont inégales. Le Conseil fédéral envisage-t-il par exemple d'entrer en matière sur des mesures de discrimination positives pour quelques produits dans le sens proposé par la motion Simmen pour le café? Monsieur Delamuraz, envisagez-vous aussi d'inclure les coûts écologiques et sociaux dans les prix? Nous applaudissons à la recherche de mise en application de ce principe. Le Conseil fédéral pose-t-il déjà des jalons à ce sujet? Quel est son plan après avoir posé si clairement son diagnostic dans le rapport? Dans le cadre du GATT, l'AELE a proposé en décembre dernier d'explorer les liens entre commerce et environnement. Sans glisser dans le protectionnisme, on pourrait fixer des minima reconnus internationalement, favorisant la commercialisation et la production sociale et respectueuse de l'environnement. J'attends des réponses à toute cette liste de questions.

Bonny: Man könnte sich in guten Treuen fragen, ob der Zeitpunkt für diese Europadiskussion gut gewählt ist. Wenn diese Debatte Sinn machen soll, dann nur in der Weise, dass wir dem Bundesrat und unserer Verhandlungsdelegation den Rücken stärken. All jene Tendenzen und Versuche - sie sind auch heute zutage getreten -, in der Europadiskussion das eigene Süppchen zu kochen und gleichzeitig unseren Verantwortlichen in den schwierigen Verhandlungen die Suppe zu versalzen, sind bedauerlich und entschieden abzulehnen. Geradezu paradox erscheint es mir z. B., wenn im Europa-Manifest der SP die Solidarität mit der EG beschworen wird und gleichzeitig offenbart wird, dass auf diese Weise primär bei uns innerstaatliche Reformen erzwungen werden sollen. Eine solche Doppelstrategie - und Doppelstrategien scheinen ja eine Spezialität der SP zu werden, mit Blick auf ihre Rolle als Regierungspartei und zugleich als Oppositionspartei - würde vom Souverän nie akzeptiert werden. Eine derartige Argumentation ist kontraproduktiv. Sie wird es uns nicht erleichtern, einen gangbaren Weg mit der EG zu finden, sondern erschweren. Im Moment gibt es ganz offensichtlich keine Alternative, als den vor zwei Jahren eingeschlagenen Weg durchzuziehen, ruhig Blut zu bewahren und dann das Verhandlungsergebnis nüchtern, ohne Wunschdenken und aufgrund der einmal festgelegten Kriterien zu messen und zu beurteilen. In diesem Sinne müssen wir nach meiner Überzeugung den Weg nach allen Richtungen offenhalten. Es wäre von der Sache her aber auch taktisch falsch, wenn wir uns bereits heute Optionen verbauen würden. Klar ist dabei - darüber möchte ich keine Zweifel aufkommen lassen -, dass jede Option auf der Zusammenarbeit mit der EG und, was mir noch wichtiger scheint, mit Europa basieren muss. Es ist zuzugeben, dass die uns von der EG aufgezwungenen Rahmenbedingungen für die Verhandlungen unangenehm und schwierig sind, vor allem wegen der Unsicherheit, die in der fortschreitenden Dynamik und Entwicklung aller Partner liegt. Wir denken dabei an die doch etwas zwiespältige Rolle der Efta-Staaten Österreich und Schweden, die heute eher als künftige EG-Mitglieder denn als Efta-Partner operieren. Problematisch ist aber auch - das scheint mir in dieser Diskussion zu kurz gekommen zu sein - die Entwicklung in der EG selber. Um das etwas zu konkretisieren: In der Golfkrise war vom politischen Willen der EG, von ihrer Einheit wenig bis nichts zu spüren. Im Gegenteil, zentrifugale, nationale Interessen traten offenkundig zutage. Grossbritannien z. B. entdeckte wieder seinen atlantischen Bruder, die USA. Frankreich pflegte mit Inbrunst den guten Ruf der Grande Nation. Deutschland schliesslich gab der Bewältigung seiner inneren Probleme zur Vorbereitung seiner künftigen Grossmachtstellung eindeutig die Priorität. Die bange Frage, die wir auch stellen müssen, lautet: Wohin führt eigentlich der Weg der EG? Wie bewältigt sie z. B. das brennende Problem Osteuropa? Ich staune eigentlich, wie selbstsicher auch heute die

Anhänger der sogenannten Euro- Initiative aufgetreten sind. Sie sind viel sicherer als besonnene Leute in den EG-Staaten selber, welche die Zukunft der EG sehr differenziert beurteilen. All dies legt für den Moment zwei Konklusionen nahe: 1. Unser eigenständiger Weg, die Linie, die wir auf dem Wege zu einer konstruktiven Zusammenarbeit mit der EG gewählt haben, ist weiter konsequent zu verfolgen. 2. Ein sehr wichtiger Punkt: Es ist darauf zu achten, dass sich in dieser für uns alle existentiellen Frage nicht eine Kluft zwischen den Behörden und dem Volk auftut. Baerlocher: Obwohl die Debatte zur Aussenwirtschaftspolitik eigentlich im grossen und ganzen - mit wenigen Ausnahmen - zur Hauptsache eine Europadiskussion war, möchte ich zum Schluss darauf hinweisen, dass die Aussenwirtschaftspolitik eben auch die Handelsbeziehungen mit der Dritten Welt betrifft. Im diesjährigen Bericht betrifft ein grosser Teil die Handelsbeziehungen mit der Dritten Welt und legt die Stellungnahme des Bundesrates hierzu dar. Ich hoffe, dass diese Europadebatte nicht ein Zeichen dafür ist, dass über der Europadiskussion die Frage der Beziehungen mit der Dritten Welt vergessen werden könnte. Der Bundesrat nennt in seinem Bericht die wichtigsten Prinzipien im Verhältnis zur Dritten Welt bezüglich Handelsbeziehungen: Universalität, Solidarität, Disponibilität, und er erachtet diese auch weiterhin als gültig. Doch wie solidarisch ist die Schweiz mit diesen Ländern, mit den ärmsten Entwicklungsländern? Wie sieht es konkret aus? Gemäss dem Bericht des Bundesrates (Beilage) verringerte

5. März 1991 N 263 Aussenwirtschaftspolitik 1990 sich der Anteil der Entwicklungsländer am schweizerischen Aussenhandel zwischen 1980 und 1989 um 2,2 Prozent bei den Einfuhren und um 4,9 Prozent bei den Ausfuhren. Bei der Betrachtung dieser Aussenwirtschaftszahlen von 1990 wird einmal mehr deutlich, dass die Schweiz wirtschaftlich voll in den Westblock, in die OECD, integriert ist. Diese Zahlen deuten auch an, dass die Handelsbeziehungen weiterhin zu Ungunsten der Entwicklungsländer und vor allem der ärmsten Entwicklungsländer laufen werden. Ich möchte konkret einige Fragen zu diesen Handelsbeziehungen herausheben. Die Frage des Technologietransfers: Die Industrieländer und damit auch die Schweiz können ihren Vorsprung im Technologiebereich leichter ausbauen aufgrund ihres Sachwissens, aufgrund ihrer finanziellen Stärken, womit die Schere zwischen dem Technologiestand der Industrieländer und den Entwicklungsländern noch grösser wird. Gerade aber im Hinblick auf die Lösung der weltweiten Umweltprobleme sollte die Schweiz ihre «Technologiebevormundung» aufgeben und dafür besorgt sein, dass ein Technologietransfer nach Ost und Süd gefördert wird. Ich denke allerdings nicht an einen Technologietransfer, bei dem einfach die harten Technologien, die wir bei uns in den Industriestaaten kennen, exportiert und zu teurem Geld verkauft werden. Wir sollten Unterstützungsprogramme entwickeln, um zu klären, welche Technologien den jeweiligen Bedingungen in den Entwicklungsländern gerecht werden. Also nicht der Transfer harter Technologien muss gefördert werden, sondern es braucht angepasste Technologieprogramme. Der direkte Zugang zu technologischem Wissen und die entsprechende Forderung der Entwicklungsländer im Schosse der Unctad müssen dabei von der Schweiz unterstützt werden. Diese Forderung der Entwicklungsländer läuft jedoch der Unnachgiebigkeit - wie es auch im Bericht heisst - der Industrieländer in der Frage der Ausgestaltung des Schutzes von geistigem Eigentum zuwider. Ich möchte hier die Klammerbemerkung anbringen, wie es im Bericht auch angetönt ist: Ich bin froh über das Votum von Kollege Wanner, was die handelsbezogenen Aspekte des geistigen Eigentums, den Patentschutz in der Gen- und Biotechnologie, betrifft. Ich meine, dass wir

vom Bundesrat heute eine Antwort bekommen sollten. Die Interpellation, die ich in der letztjährigen Sommersession eingereicht habe, ist noch immer nicht beantwortet. Für mich gibt es auch einen friedenspolitischen Aspekt der wirtschaftlichen Aussenbeziehungen. Die schweizerische Neutralität hatte bis heute nie einen Einfluss auf die wirtschaftlichen Aussenbeziehungen der Schweiz. Wenn Neutralität nun allerdings ihren friedenspolitischen Beitrag - ich meine einen grundlegenden Beitrag - leisten soll, müssen die Aussenwirtschaftsbeziehungen ausgewogen und gerecht sein. Die Schweiz könnte auf der Grundlage einer neuen Neutralitätspolitik in verschiedenen Bereichen wie Forschung, Gute Dienste und Vermittlung Wesentliches beitragen. Voraussetzung wäre allerdings, dass auch die gesellschaftlichen Aussenbeziehungen der Schweiz neutralitätspolitisch mitgestaltet würden. Zum letzten Punkt, den ich erwähnen möchte, zur Integration der Schweiz im Westblock. Dass die Schweiz momentan alles an die Einsitznahme in die Bretton-Woods-Institutionen, im Exekutivkomitee, setzt, macht die zum Teil im erwähnten Bericht gutgemeinten Rahmenbedingungen im konkreten wieder zunichte. Die auch der Öffentlichkeit zum Teil bekanntwerdenden US-freundlichen Positionen der schweizerischen Unterhändler bewirken wohl das Gegenteil. Die Symbolhaftigkeit geht hier sehr eigene Wege: Auf der neuen Sondermarke der Schweiz ist neben dem Parlamentsgebäude das Capitol in Washington abgebildet; das bringt doch einen gewissen Einfluss zum Ausdruck und ist Symbol dafür, wie die Schweiz im Moment auf den grossen Bruder Rücksicht nimmt. Ich erwarte hier vom Bundesrat eine eigenständige Haltung unter den Gesichtspunkten wie sie auch im Bericht erwähnt sind - der Universalität und Solidarität. M. Delamuraz, conseiller fédéral: J'aborderai forcément brièvement - car la discussion a été largement utilisée et il n'est pas matériellement possible de répondre à toutes les questions - premièrement, la situation économique en Suisse et l'après Golfe; deuxièmement, je traiterai de l'Uruguay-Round, troisièmement des relations économiques avec les pays en développement et quatrièmement de l'Espace économique européen. La Suisse, plus que jamais, dans ses conditions actuelles, politiquement et économiquement, doit présenter à un haut degré une capacité d'adaptation de ses structures, de ses méthodes, aussi bien des structures publiques que privées. Il est bien clair que nous devons fouetter notre économie au vent de la concurrence, débloquent les secteurs bloqués, débloquent là où l'ouverture est nécessaire, et cela en moult endroits encore. Cet esprit doit nous emprendre les uns et les autres, aussi bien les décideurs privés que publics - mais ces derniers ont un peu plus de peine à cette fin - pour que, réellement, nous ayons des structures en constante évolution et en constante adaptation. Nous devons vouloir cela spontanément, de nous-mêmes, et non pas sous la pression de l'étranger, que ce soit les négociations de l'Uruguay-Round ou celles de l'intégration européenne. L'économie suisse vit actuellement une période de refroidissement, surtout dans l'industrie de la construction. La croissance économique se poursuivra cependant à un taux toutefois inférieur au potentiel de croissance. Le renchérissement mesuré à l'évolution de l'indice des prix à la consommation se situera sans doute à un niveau supérieur en février, comparativement aux mois précédents, on observe semblable phénomène dans bon nombre de pays de l'OCDE, et il ne dessine pas une nouvelle tendance pour l'inflation dans notre pays. En accord avec le Conseil fédéral, la Banque nationale envisage pour cette année l'extension de la masse monétaire dans le sens de ses objectifs à moyen terme. Cette augmentation peut aller au-delà de un pour cent dans la mesure où, ces dernières années la croissance fut négative. Il ne s'agit pas d'abandonner une politique monétaire restrictive pour une politique d'expansion - nous l'avons souligné ici à plusieurs reprises - car nos objectifs de

politique monétaire restent axés sur la stabilité des prix. Mais il s'agit aussi de débloquent ou de freiner un peu moins la machine pour lui donner la souplesse d'adaptation qu'attend l'économie. Au total, la situation de l'économie suisse est très convenable. Attention toutefois à l'avenir, l'environnement mondial dans lequel elle se trouve est extrêmement divers, marqué de la dépression américaine qui semble maintenant se corriger, marqué d'une situation économique plus difficile en Grande-Bretagne et dans les pays Scandinaves, marqué en revanche d'une forte expansion au Japon et dans la plupart des pays d'Europe continentale, notamment en Allemagne. Les deux rapporteurs, que je tiens à remercier de la conduite de la commission et de la présentation de leur rapport, s'interrogent sur l'après Golfe. Les combats dans le Golfe ont cessé il y a quelques jours seulement. On est en présence d'une suspension des hostilités, mais hélas pas encore d'un cessez-le-feu formel. Dans cette perspective, la Suisse devra prendre les décisions qui s'imposent en relation avec les discussions en cours à l'ONU et entre les coalisés et l'Irak. L'action internationale nouvelle sera certainement indispensable. Pour l'instant, le Conseil fédéral a décidé d'accorder 10 millions au CICR en faveur de l'aide humanitaire. Sous réserve d'une approbation des autorités concernées, il enverra une mission du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes au Koweït et en Irak, le problème en approvisionnement en eau potable se posant en termes très préoccupants. Enfin, il accordera 100 millions de dollars pour les pays de la ligne de front: l'Egypte, la Jordanie et la Turquie. La préparation de la levée de l'embargo économique au plus court terme envers le Koweït, la préparation du déblocage d'avoir koweïtiens en Suisse sont à l'ordre du jour du Conseil fédéral qui entend revenir, dès qu'il sera possible, à une situation normale, mais en se référant, dans ses décisions, à la nécessaire solidarité internationale dans le cadre de la communauté des Nations Unies, comme ce fut le cas lorsqu'il a pris ses décisions, en août dernier et cette année encore. La négociation de l'Uruguay-Round va connaître certaine-

Politique économique extérieure 1990 264 N 5 mars 1991 ment une intensification dans quelque 90 jours, lorsque le Congrès américain aura répondu à la demande de l'administration de prolonger son mandat, et cela pour une durée de deux ans. C'est vers juin que cette procédure pourra être déclinée. Nous avons de bonnes raisons de penser qu'elle le sera et qu'ainsi l'Uruguay-Round pourra reprendre pleinement son cours. Nous allons, tout comme la Communauté, profiter de ce répit pour conduire de notre côté la réforme agricole qui nous permettra en toute cohérence d'adopter une attitude intérieure et une attitude extérieure conformes. Cela s'articulera autour des consultations qui ont déjà commencé quant à l'extension de la politique des paiements directs et autour du septième rapport sur l'agriculture qui, présenté plus tôt que nous ne le pensions à l'origine, permettra de plancher ici au Parlement sur les grandes lignes et les principes de cette orientation future de notre politique agricole. Je tiens à préciser, en relation avec le GATT, que c'est grâce à une position très ferme de la Suisse dans cette enceinte que la rémunération des fonctions non économiques de l'agriculture a dorénavant plus de chance d'être acceptée dans les discussions du GATT; c'est également grâce à cette position très ferme de la Suisse que l'on parle de plus en plus d'écologie au GATT et à l'OCDE, et en des termes engagés; et enfin, qu'il n'est plus question à Genève d'une libéralisation totale du commerce agricole, comme d'aucuns, Monsieur Schwab, en avaient l'idée saugrenue. C'est la fermeté qui a payé dans cette négociation, tout comme dans la négociation avec l'Espace économique européen, à propos de laquelle M. Nussbaumer se demande s'il n'y a pas parfois contradiction dans la prise en compte des intérêts écologiques et de la volonté de croissance, ainsi que la déclaration ministérielle de l'OCDE pourrait nous le suggérer. Or, il n'y a pas nécessaire-

ment contradiction entre les deux objectifs. A terme, une croissance soutenue ne se fera que dans le contexte d'une écologie saine, laquelle ne pourra être financée sans croissance. Le danger de contradiction existe, de manière permanente, mais nous voulons imaginer qu'il pourra être graduellement éliminé grâce à une prise de position globale qui implique des sacrifices de part et d'autre mais qui permettra de parvenir à l'équilibre. Enfin, toujours à propos du GATT, l'exercice de la protection de la propriété intellectuelle dans le domaine des inventions biotechnologiques est une question sensible, qui a été posée à diverses reprises. Comme elle n'est pas traitée en tant que telle dans le rapport, je répondrai à M. Wanner que, aux dires des Etats-Unis, du Japon et de l'Australie, il n'est pas envisageable que les inventions du secteur biotechnologique soient exclues de la «brevetabilité», c'est-à-dire que ces pays ne voient pas pourquoi, parce qu'on est dans le domaine des inventions biotechnologiques, on ne pourrait pas permettre là aussi de «breveter» ces inventions. La Suisse défend le point de vue plus nuancé qu'une invention, dans quelque domaine que ce soit, ne doit pas être protégée par un brevet si elle enfreint les principes de la dignité humaine, notion qu'il appartient au législateur national de définir. Nous le disons en toute conscience, nous ne pourrions pas imaginer que sans freins et sans limites une politique des brevets, par conséquent une politique de la protection de la propriété intellectuelle, puisse s'accomplir sur n'importe quel type d'invention. Les relations économiques avec les pays en développement ont été, il est vrai, peu traitées dans le débat d'aujourd'hui. Mais dans le débat que nous aurons demain sur la proposition du Conseil fédéral d'un crédit de 700 millions de francs, répondant lui-même à une pétition des organisations et des oeuvres d'entraide, nous aurons l'occasion de revenir sur la toile de fond et de répondre peut-être à un certain nombre de questions qui m'ont été très précisément posées. Je les garde donc pour la bonne bouche, c'est-à-dire pour demain. Je suis cependant surpris, et je m'en tiendrai là pour aujourd'hui, de la sévérité avec laquelle la partie du rapport sur les activités économiques traitant des relations avec les pays en développement a été jugée ce matin. Je constate que jamais, comme en 1990, le Conseil fédéral et avec lui le Parlement n'ont eu une activité aussi diversifiée, aussi renouvelée, aussi intense en matière de relations avec les pays en développement. Jamais comme l'an dernier, la relation entre une politique commerciale mondiale et une politique d'aide aux pays en développement et de protection de leur environnement n'a été établie avec autant d'intensité et de cohérence. Jamais non plus, on n'a mis les problèmes internationaux en relation les uns avec les autres dans ce domaine comme nous l'avons fait. Enfin, jamais l'ampleur des programmes que vous avez décidés l'année dernière et déciderez encore certainement cette année n'a été aussi grande. C'est le soutien aux réformes économiques: crédits de programmes, mesures de politique économique et commerciale de 840 millions de francs; c'est le soutien aux efforts des pays en développement pour améliorer les ressources humaines: programme de 3 milliards et 300 millions de francs; c'est la contribution significative à un allègement du fardeau de la dette et à la restauration de l'environnement dont nous parlerons précisément demain, programmes à propos desquels le Conseil fédéral a fait plus que diligence; c'est l'amélioration des conditions économiques internationales notamment par l'accès des marchés des pays industriels aux produits des pays en développement. Je juge que la critique que vous avez adressée au Conseil fédéral sur ce chapitre est injuste et certainement excessive. J'en viens maintenant à la négociation européenne qui a occupé l'avant-scène de ce débat et qui ne nous a pas conduits à dire grand-chose de nos relations avec les pays de l'Est ou d'autres aspects encore de notre politique internationale. Qu'il me soit permis de dire liminairement en ce domaine que le

Conseil fédéral et moi-même considérons que nous ne devons pas nous abandonner à un dialogue euro-européen exclusif. Les immenses responsabilités et les immenses défis que nous avons en matière de construction européenne ne doivent pas nous faire oublier les responsabilités, ainsi que les intérêts que nous avons hors Europe. Nous constatons que les deux débats de l'intégration européenne et l'aide aux pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale ont pris une place qui était certes tout à fait justifiée mais de laquelle ne doivent pas être chassés ni les pays en développement, ni les nouvelles économies qui ont émergé en Extrême-Orient ou en Amérique latine, qui sont autant de partenaires, de concurrents aussi, face auxquels nous devons être présents et qui ne doivent pas se sentir en quelque sorte les oubliés de l'alphabet par le fait que nous nous consacrerions exclusivement à l'Europe. Aujourd'hui, à quelques mois de la date envisagée pour conclure les négociations de l'Espace économique européen, le traité, tout en contenant une substance importante, pourrait prendre une configuration qui répond à un degré d'ambition moins élevé que celui qu'affichaient les différents partenaires au début de la négociation. Vous connaissez les raisons de cette baisse de profil assez probable. La Communauté se trouve dans une phase de restructuration institutionnelle. Elle est fort préoccupée par son projet d'union politique et ne voudrait pas que des négociations exigeantes avec les pays de l'AELE - trop exigeants à ses yeux - la conduisent à se détourner du chemin prioritaire - appelons-le ainsi - qu'elle s'est tracé pour son renforcement intérieur. D'autre part, les nouvelles orientations de la politique européenne de certains membres de l'AELE - je veux parler par exemple de la nouvelle orientation de leur annonce d'un intérêt plus marqué qu'auparavant à adhérer à la Communauté - ont quelque peu transformé les conditions de la négociation de l'Espace économique européen, en tout cas en tant que solution suiveuse. Ces facteurs se sont traduits très concrètement sur le terrain de la négociation et la marge de manoeuvre des pays de l'AELE s'en est trouvée quelque peu rétrécie. Cette situation n'est pas véritablement une surprise. Je vous fait remarquer que le Conseil fédéral, dans son rapport du 26 novembre 1990, évaluait les risques de l'opération Espace économique européen et analysait - analyse toujours pertinente, sinon plus pertinente encore qu'auparavant - deux scénarios possibles à partir du résultat de l'EEE et selon la nature même du résultat de l'Espace économique européen: l'adhésion ou la marche en solitaire. Relisez ce rapport qui est très explicite. Depuis que nous avons parlé, lors de la session d'hiver, de l'in-

5. März 1991 N 265 Aussenwirtschaftspolitik 1990 tégration européenne, un certain nombre d'événements sont intervenus, après la publication du rapport que nous discutons. Nous en avons parlé dans les Commissions des affaires étrangères et dans les Commissions des affaires économiques des deux conseils, mais nous ne l'avons pas fait en plénum. Il est donc utile d'ajuster l'information et de tenir compte en particulier des deux négociations au plus haut niveau de janvier puis de février et de la réunion ministérielle de l'AELE, vendredi et samedi derniers à Genève également. A Genève, nous avons prôné la fermeté à nos partenaires de l'AELE et j'ai été conduit à utiliser un ton dur, vif et exigeant. En effet, la solidarité au sein de l'AELE va jouer un rôle important pour la suite des négociations. Toutefois, fermeté ne signifie pas rigidité. Nous avons fait quelques pas dans la direction de nos partenaires, ils en ont fait aussi quelques-uns dans notre direction. Il y a accord sur la plate-forme AELE à partir de laquelle les négociations reprennent tant à Genève qu'à Bruxelles, aux différents niveaux des négociateurs. Cela ne veut pas dire que l'accord corresponde en tous points aux vœux que nous avons exprimés, il correspond cependant à notre volonté de créer, dans cette construction de l'Europe, un ancrage solide qui, s'il n'aboutit pas à toutes les conquêtes que nous avons prévues, permet tout de même de

concevoir quelque chose qui se tienne et qui soit un heureux prélude à ce raffermissement du tissu européen. Si l'on veut établir un bilan intermédiaire et savoir ce que nous avons actuellement obtenu, je dirai qu'il y a accord entre les pays de l'AELE et la Communauté sur les points suivants: tout d'abord l'étendue de l'acquis communautaire, quelque 1400 actes, identifiés dans une très large mesure quasi complètement. Ne vous inquiétez pas, Madame Gardiol, le Conseil fédéral n'a pris aucune décision en matière de capacité de transformer en droit national les normes communautaires. S'il devait y avoir délégation de compétences, le Parlement pourrait en décider. Donc, large acquis communautaire. Ensuite, en ce qui concerne le processus de décision, il y a accord entre les pays de l'AELE et la Communauté pour autoriser les experts des pays de l'AELE à participer à la préparation de la législation communautaire pertinente pour l'Espace économique européen - et c'est essentiel de participer à la genèse des processus futurs de complètement de l'accord - pour prévoir un processus continu d'information et de consultation mutuelles, cependant que dans ce processus-là les pays de l'AELE auront le droit d'évocation comme on aime à dire, c'est-à-dire le droit de soulever un problème au niveau de l'Espace économique européen, à tout moment et à tout niveau du processus. Toujours dans ce chapitre, il y a accord avec la Communauté pour prévoir la création d'un conseil de l'Espace économique où chaque pays de l'AELE pourra s'exprimer individuellement ainsi que d'un organe conjoint à l'Espace économique européen prenant ses décisions par consensus. Enfin, toujours dans le domaine institutionnel, les parlements des pays de l'AELE pourront se prononcer, à moins qu'ils ne décident de déléguer leurs compétences à leurs gouvernements respectifs, sur l'adoption des règles de l'Espace économique européen qui apparaîtront dès que cet espace aura été constitué, c'est-à-dire, nous le souhaitons, au 1er janvier 1993. Il y a accord en outre avec la Communauté s'agissant du principe des clauses de sauvegarde. Il s'agit, dans les domaines où l'on a demandé des exceptions spécifiques par rapport à la Communauté ou aux autres pays de l'AELE - et pour la Suisse nous le voyons bien dans le domaine de la libre circulation des personnes et dans le domaine des acquisitions immobilières par des étrangers non établis en Suisse - dans ces domaines, il doit y avoir en quelque sorte déclenchement d'une soupape de sûreté lorsque les quotas sont atteints et que la poursuite de l'exercice de la libre circulation des personnes, par exemple, mettrait en cause un équilibre intérieur préalablement défini. Est-ce que nous pourrions obtenir, jusqu'au bout, l'ensemble de ces clauses? La question est ouverte puisqu'elle relève de la négociation. Je considère comme un progrès le fait que le principe de telles clauses ait été reconnu, tant par la Communauté que par les pays de l'AELE. Il y a convergence entre les pays de l'AELE et la Communauté pour concilier, autant que possible, le maintien de normes élevées dans les domaines de la santé, de la sécurité, de l'environnement avec la libre circulation des marchandises. Nous devons constater que si, en effet, les exigences de la Communauté se sont sensiblement élevées, que si ce qui reste de l'offre initiale du président De- lors de janvier 1989 est diminué par rapport à l'offre totale, que si les pays de l'AELE ont fait leur bout de chemin pour chercher la convergence, la Communauté - et cela je dois le rendre public à l'appui de mon discours - elle aussi, a fait des progrès dans le domaine de la négociation et de la négociation institutionnelle. Il y a trois ou quatre mois nous vivions d'espoir, il y a maintenant des réalités. Pour ce qui n'est pas encore atteint par la réalité, il y a encore des espoirs, des espoirs peut-être d'autres mécanismes que celles auxquelles nous avons pensé - j'aurais l'occasion d'y revenir tout à l'heure - mais je signale d'entrée de cause que des mécanismes comme la clause de sauvegarde ou comme l'«opting out» qui permettent à un pays de l'AELE de quitter une négociation dans un domaine nouveau,

lorsque le traité aura été adopté, que ces espoirs-là existent, qui corrigeraient utilement l'absence d'une capacité de prendre la décision à la toute dernière phase, soit à dix-neuf. S'il y a des progrès, il y a encore des questions ouvertes et je veux, avec la même exigence avec laquelle j'ai fait le tableau intermédiaire de ce que nous avons obtenu, je veux faire le tableau tout à fait lucide de ce qui nous reste à obtenir. Tout d'abord, je prends le domaine agricole qui a préoccupé quelques-uns des orateurs, ce matin, pas seulement à propos du GATT, mais aussi à propos de cette négociation européenne. Les conditions de départ de la négociation selon lesquelles il n'était pas question de reprendre à notre compte dans l'Espace économique européen l'acquis communautaire agricole, à la différence de l'acquis communautaire des autres secteurs, cette condition-là du départ est actuellement respectée. Sans doute la Communauté a-t-elle tenté de vouloir tout de même réintroduire une charge agricole dans la négociation Espace économique européen, mais cela n'a finalement pas été retenu, en tout cas pas dans sa totalité. Nous avons pu décider la Communauté à ne prendre en considération dans l'Espace économique européen, en matière agricole, pour l'essentiel, les mesures phytosanitaires régissant le trafic des biens agricoles à l'intérieur du futur Espace économique et à lancer la discussion sur les autres aspects de la politique agricole dans des discussions bilatérales. En réalité, il s'agira essentiellement, dans ces discussions agricoles bilatérales de parler de cohésion nord-sud, d'exposer qu'en cette matière il s'agira d'examiner, comme nous l'avons déjà fait, la tarification douanière d'un certain nombre de produits dits de cohésion. C'est au cas où il y aurait du répondant du côté de la Communauté, des concessions faites dans ce domaine, et à cette condition, que nous pourrions, le cas échéant, rouvrir le dossier que nous avons déjà ouvert et aller dans le sens d'un assouplissement des conditions de tarification. J'aimerais à cet égard vous dire très crûment aussi que la situation de fait de la Suisse par rapport à la Communauté en matière de commerce agricole est une situation tout à fait particulière. Nous achetons, à nous seuls, 40 pour cent de toute la production agricole de la Communauté exportée dans les pays de l'AELE. Notre commerce agricole présente un déficit/ balance de 1,676 milliard, alors que tous les autres Etats de l'AELE, l'Autriche mise à part et c'est un petit montant pour elle, sont des Etats bénéficiaires. En d'autres termes, je pourrais répondre comme on répond parfois aux collectes de la Croix-Rouge dans ce domaine: la Suisse a déjà donné! En effet, la situation est si particulière qu'il se justifiait parfaitement que la discussion ait lieu bilatéralement, ce qui est maintenant le cas. En matière de transit routier, nous ne sommes pas au bout de nos peines. Sans doute, la négociation du transit routier a-t-elle été enfin dégagée de la négociation multilatérale où elle avait été mise par erreur. Mais maintenant, la Communauté pose un verrou en disant qu'il n'y aura pas de signature d'un bon traité sur l'Espace économique européen si, précisément, les discussions bilatérales de Bruxelles avec l'Autriche, avec la Suisse n'aboutissent pas en matière de transit routier. Nous

Politique économique extérieure 1990 266 N 5 mars 1991 continuons de négocier âprement cette question du transit routier qui, en ce qui nous concerne, devrait nous permettre d'atteindre d'une manière définitive notre accord et un accord qui maintiendrait intact les règles que nous avons posées, les principes que nous avons énoncés dès le départ quant au respect de conditions écologiques de transport nord-sud à travers les Alpes. Les politiques d'accompagnement sont un troisième sujet où nous avons encore à progresser. Je parle des politiques de recherche, d'éducation, des politiques des petites et moyennes entreprises. Nous devons trouver là un mécanisme permettant aux pays de l'AELE de participer pleinement à ces programmes et aux opérations communautaires. Nous sommes sur le bon chemin, mais il y a encore un certain nombre d'acquis à gagner. La négociation

se poursuit. Il est clair qu'en matière de cohésion nord-sud il n'est pas exclu que la Communauté, principalement sur la pression des pays du Sud, n'en vienne à proposer la constitution d'un fonds de cohésion aux pays de l'AELE. Nous n'affirmons pas ne pas entrer en matière mais, à notre avis, ce fonds devrait être en main de l'AELE, il ne pourrait s'agir d'un fonds communautaire sur lequel nous n'aurions rien à dire. Les expériences que nous avons faites avec le Portugal, à l'époque, pourraient être reprises, ce que nous n'excluons pas. Enfin, j'ai fait allusion au processus de décision en précisant les progrès qui avaient été accomplis, mais je dois le ranger au nombre des chapitres partiellement encore à conclure. Nous ne sommes pas arrivés au bout du chemin pour l'instant. Pourrons-nous atteindre, au vu du bilan intermédiaire de ce qui est acquis et de ce qui reste à acquérir, nos objectifs de négociation? Dès le début, des objectifs plus ambitieux ont été formulés par la Suisse, à juste titre, notamment au plan des institutions. Quelques-uns des objectifs sont atteints, d'autres pointent encore, d'autres ne pourront peut-être pas l'être dans toute leur dimension. Cela ne signifie bien entendu pas que les pays de l'AELE n'auront pas leur mot à dire sur les règles de l'Espace économique européen qui apparaîtront après 1992. Mais leur participation à l'élaboration de ces règles n'aura pas toute l'intensité que l'on aurait souhaitée, cela saute aux yeux. Cela vient de la volonté de plus en plus évidente de la Communauté de concevoir cet espace comme une structure qui serait formée de deux piliers et non comme une structure de transition que certains de nos partenaires de l'AELE lui donnent de plus en plus. Mais cette influence moindre des pays de l'AELE sur l'élaboration des règles de l'Espace, je l'ai dit, devrait pouvoir être compensée par cette procédure de l'«opening out», c'est-à-dire par la possibilité de refuser à la fin du processus de décision une règle qui ne conviendrait pas. Dans sa configuration actuelle, et malgré ces développements, l'Espace économique européen devrait permettre de réaliser l'objectif essentiel de créer entre la Suisse avec les autres pays de l'AELE et la Communauté des conditions-cadres proches des conditions d'un marché intérieur et de faire d'une manière plus générale un pas très important dans notre rapprochement de la Communauté. Le traité, quel qu'il soit, nous donnera un degré beaucoup plus élevé d'intégration au marché unique par la réalisation presque complète des quatre libertés. Nous reprendrons l'essentiel de l'acquis communautaire du marché intérieur sans dérogation permanente, la politique agricole de la communauté n'étant pas reprise. Nous bénéficierons donc d'une réciprocité maximale dans la Communauté et nos entreprises participeront aux avantages économiques du Marché unique de 1992. Bien sûr, nous étudions actuellement si ce but pourrait être atteint. Les solutions dont on a parlé doivent être examinées avec la même objectivité, l'une et l'autre, comme j'en avais pris l'engagement devant votre conseil l'année dernière. Il s'agit, d'une part, d'une procédure qui a priori ne conduit à rien au long terme, qui est celle de la démarche dite «solitaire» - (Alleingang est très mal défini - et, d'autre part, d'une démarche qui pousserait l'intégration au-delà de l'Espace économique européen, jusqu'à la pleine participation à la Communauté. Ces premières études seront à notre disposition dans quelques semaines, au début du mois d'avril. Dans ces circonstances, face à un Espace économique européen qui, pour l'essentiel, garde toutes ses chances et qui, s'il s'est quelque peu ramolli du côté des institutions que nous pouvions schématiquement espérer, sera réalisé selon un schéma légèrement différent de celui qui avait été conçu mais autorisant la participation de tous les partenaires, j'affirme que nous devons plus que jamais conduire la négociation. Il serait «contreproductif», ridicule et préjudiciable à nos intérêts de suivre ceux qui aujourd'hui nous disent: «vous vous êtes trompés, vous allez vers un Espace économique européen où vous ne gagnerez pas ce que vous aviez espéré, vous êtes

en marche vers une satellisation claire et nette, alors retirez-vous!», les uns pour proposer la démarche suave de la solitude dans le granit, les autres pour nous proposer l'adhésion à la Communauté dans les délais les plus brefs. Une telle conception relève d'un opportunisme mal inspiré. Alors que la négociation est en cours, que nous voulons qu'elle reste ouverte, que j'ai entendu ce matin, dans la plupart des interventions, une volonté claire allant dans ce sens, il se-rait en effet impensable qu'aujourd'hui, parce que la révélation de la plus grande dureté de la négociation nous apparaît, de vouloir quitter celle-ci pour rien et au profit de rien. Mesdames, Messieurs, nous avons besoin de l'encouragement du Parlement pour nos négociateurs, afin que précisément, dans la phase décisive, nous continuions à tenir le langage initial, à savoir que nous attendons un accord équilibré et que, quelle que soit l'altitude où il finira par se profiler, il est encore possible de l'obtenir, tout au moins de l'espérer. Dans cette perspective, il est clair qu'au cas où le paquet final - celui qui se ficelle la dernière nuit de la négociation - se révélerait inacceptable pour la Suisse parce qu'il ne répondrait pas à nos attentes sur des points capitaux, parce que nous n'aurions pas obtenu des solutions qui nous satisfassent sur des principes que nous avons énoncés à plusieurs reprises devant vous, notamment lorsque nous parlions du mandat de négociation, il sera assez tôt pour le Conseil fédéral de dire au Parlement qui prendra la décision: «nous vous proposons de ne pas signer ce traité». Mais, ce n'est pas en nous retirant aujourd'hui de la négociation que nous aurions, cette possibilité d'analyse. Nous ne devons pas perdre les avantages considérables qui peuvent être liés à un traité sur l'Espace économique européen. C'est la conduite des négociations qui nous permettra de l'obtenir ou de constater qu'il est impossible. Il serait prématuré d'établir ce constat aujourd'hui. Nous ne sommes pas, au demeurant, les seuls maîtres de la situation, naturellement. Le caractère transitoire ou non, sur lequel plusieurs orateurs ont insisté et dont le Conseil fédéral parle aussi dans son rapport de novembre, sera non seulement déterminé par notre jugement de la situation mais aussi par la perception que la Communauté et les pays de l'AELE auront du traité. Force est de reconnaître simplement aujourd'hui que le nombre de ceux qui n'excluent pas que ce traité ait un aspect transitoire a crû ces derniers temps et qu'il serait prématuré cependant de tirer des conclusions aujourd'hui quant au caractère de ce traité. Merci du message de confiance critique que vous adressez au gouvernement. Le gouvernement saura apprécier la confiance qui lui donne de la force, mais il apprécie aussi la critique qui est surgie ici et qui ne le conduit pas à vouloir naïvement acheter un chat dans un sac. Präsident: Die Kommission beantragt, vom Bericht Kenntnis zunehmen. Zustimmung - Adhésion Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière Detailberatung - Discussion par articles Bundesbeschluss über die Genehmigung von aussenwirtschaftlichen Massnahmen Arrêté fédéral approuvant des mesures économiques extérieures

5. März 1991 N 267 Zolltarifarisches Massnahmen 1990/11 Titel und Ingress, Art. 1,2 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Titre et préambule, art. 1,2 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Gesamtstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Entwurfes 108 Stimmen (Einstimmigkeit) Bundesbeschluss betreffend das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über die Erleichterung der Kontrollen und Formalitäten im Güterverkehr Arrêté fédéral approuvant l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne relatif à la facilitation des contrôles et des formalités lors du transports des marchandises Titel und Ingress, Art. 1,2 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf

des Bundesrates Titre et préambule, art. 1,2 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen -Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Entwurfes 109 Stimmen (Einstimmigkeit) Abschreibung - Classement Antrag des Bundesrates Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse gemäss Seite 1 der Botschaft Proposition du Conseil fédéral Classer les interventions parlementaires selon la page 1 du message Angenommen -Adopté An den Ständerat -Au Conseil des Etats #ST# 90.079 Zolltarif arische Massnahmen 1990/11 Tarif des douanes. Mesures 1990/11 Bericht und Beschlussentwurf vom 19. Januar 1991 (BBII242) Rapport et projet d'arrêté du 9 janvier 1990 (FF 1218) Kategorie V, Art. 68 GRN - Catégorie V, art. 68 RCN Herr Oehler unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht: Massnahmen gestützt auf das Zolltarifgesetz Aenderung der Freihandelsverordnung: Auf den 1. August 1990 wurde für aus der DDR eingeführte Waren eine Sonderregelung in Kraft gesetzt, welche vorsah, dass Erzeugnisse aus der DDR in den Genuss dergleichen Zollpräferenzen gelangen, wie sie bei Einfuhren aus der EG gewährt werden. Mit der Vereinigung der beiden deutschen Staaten am 3. Oktober 1990 wurde diese Sonderregelung hinfällig. Damit erübrigt sich für die Bundesversammlung auch der Entscheid über das weitere Inkraftbleiben dieser Massnahme. Massnahmen gestützt auf den Zollpräferenzenbeschluss Im Anhang 2 Teil I der Verordnung über die Präferenz-Zollsätze zugunsten der Entwicklungsländer wurde am 21. November 1990 die Liste der Entwicklungsländer mit Namibia und der Mongolei ergänzt. Autonome Zollpräferenzen werden jenen Ländern gewährt, die sich als Entwicklungsländer bezeichnen und diplomatische Beziehungen mit der Schweiz unterhalten. Die einstimmige Kommission beantragt, auf die Vorlage einzutreten und dem Bundesbeschluss über die Genehmigung von zolltarifarischen Massnahmen zuzustimmen. M. Oehler présente au nom de la commission le rapport écrit suivant: Mesures fondées sur la loi sur le tarif des douanes Modification de l'ordonnance sur le libre-échange: Le 1^{er} août 1990 entrait en vigueur une disposition stipulant que les produits provenant de RDA bénéficiaient du régime préférentiel dont bénéficient les produits importés de la CE. Or, le 3 octobre de la même année était scellée l'unification des deux Etats allemands. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire que l'Assemblée fédérale détermine si cette mesure doit rester en vigueur. Mesures fondées sur l'arrêté sur les préférences tarifaires Le 21 novembre 1990, le Conseil fédéral a ajouté la Namibie et la Mongolie à la liste des pays en développement figurant à l'annexe 2, partie 1, de l'ordonnance fixant les droits de douane préférentiels en faveur des pays en développement. Des préférences tarifaires autonomes sont accordées aux pays que déclarent être des pays en développement et que entretiennent des relations diplomatiques avec la Suisse. C'est à l'unanimité que la commission recommande au Conseil d'entrer en matière sur cet objet et d'adopter l'arrêté fédéral portant approbation de mesures touchant le tarif des douanes. Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière Bundesbeschluss über die Genehmigung von zolltarifari-schen Massnahmen Arrêté fédéral portant approbation de mesures touchant le tarif des douanes Detailberatung - Discussion par articles Titel und Ingress, Art. 1,2 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Titre et préambule, art. 1,2 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen -Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Entwurfes 115 Stimmen (Einstimmigkeit) An den Ständerat - Au Conseil des Etats Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr La séance est levée à 12 h 50

digitali Aussenwirtschaftspolitik 1990 Politique économique extérieure 1990 In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1991 Année Anno Band II Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 02 Séance Seduta Geschäftsnummer 90.078 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 05.03.1991 - 08:00 Date Data Seite 245-267 Page Pagina Ref. No 20 019 647 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.